

## UN PESSIMISME MESURÉ, NON MESURÉ, MAL MESURÉ ET INJUSTIFIÉ : UN ESSAI CRITIQUE DE *CAPITAL AU VINGT ET UNIÈME SIÈCLE* DE THOMAS PIKETTY

DEIRDRE NANSEN MCCLOSKEY

Université de l'Illinois à Chicago

Thomas Piketty a écrit un grand livre, 577 pages de texte, 76 pages de notes, 115 illustrations, tableaux et graphiques, qui a excité la gauche, dans le monde entier. «Comme nous l'avions dit!» se lamentent les gauchistes. « Le problème, c'est le capitalisme et sa tendance inévitable à l'inégalité! » Publié tout d'abord en français en 2013, Harvard University Press en a sorti une version anglaise en 2014. Acclamée par des chroniqueurs comme Paul Krugman, elle a figuré en tête de liste des best-sellers du New York Times. Une édition allemande est sortie fin 2014 et Piketty — que tout cela doit avoir épuisé — a travaillé de nombreuses heures supplémentaires pour exposer son point de vue au grand public allemand. Il passe mal à la télé, parce qu'il manque d'humour, mais il combat, et les ventes de son livre s'accroissent.

Il y a longtemps (que pensez-vous de « jamais » ?) qu'un traité technique sur l'économie n'aura eu un tel succès commercial. Un économiste ne peut qu'applaudir. Et un historien de l'économie ne peut que fondre d'extase. Les grandes éclaboussures de Piketty amèneront sans aucun doute de nombreux jeunes chercheurs en économie à consacrer leur vie à l'étude du passé. C'est bien, parce que l'histoire de l'économie est l'une des rares branches scientifiquement quantitatives de l'économie. En histoire de l'économie, comme en économie expérimentale et quelques autres domaines, les économistes se confrontent aux preuves (comme ils ne le font pas par exemple dans la plupart des études de macroéconomie ou d'organisation industrielle ou en théorie du commerce international de nos jours). Quand vous y pensez, tous les éléments de preuve doivent se trouver dans le passé, et quelques-uns des plus intéressants éléments de preuve scientifiquement pertinents se trouvent dans un passé plus ou moins lointain. Et comme l'historien économique britannique John H. Clapham l'a dit en 1922 — plutôt dans le style autrichien bien qu'il soit de l'école de Marshall - l'économiste est, qu'il veuille ou non, un historien. Le monde a changé avant que ses conclusions n'aient mûri (Clapham 1922, 313).

C'est vrai que les historiens de l'économie sont généralement également préoccupés par le passé en tant que tel (je le suis par exemple) et pas seulement comme un moyen d'extrapoler le futur, ce qui est le but de Piketty. Les historiens économiques s'intéressent généralement au passé également pour le plaisir (je le suis, par exemple) et pas seulement comme un moyen d'extrapoler vers l'avenir, qui est le but de Piketty. Son livre, après tout, traite du capital au vingt et unième siècle, alors qu'il est à peine commencé. Mais si vous voulez être économiste scientifique, ou scientifique géologue, astronome ou biologiste évolutionniste, par exemple, le passé devrait être votre présent.

Piketty montre par un bel exemple comment le faire. Il ne se laisse pas empêtrer comme le font tant d'économistes dans le seul outil empirique qu'on leur a enseigné, à savoir, une

analyse de régression sur les « données » de quelqu'un d'autre (c'est le problème avec le mot « données », signifiant « choses données »: les scientifiques devraient plutôt s'occuper de « *capta* », « choses saisies »). Par conséquent, il ne commet pas l'un des deux péchés de l'économie moderne, soit l'utilisation dénuée de sens de « tests » de signification statistique (parfois, il se réfère aux relations « statistiquement insignifiantes » entre, disons, les taux d'imposition et les taux de croissance, mais j'espère qu'il ne suppose pas qu'un grand coefficient est « insignifiant », parce que R. A. Fisher en 1925 a dit que ça l'était). Piketty construit ou utilise des statistiques de capital global et d'inégalité et puis en trace le graphe aux fins d'inspection, ce que les physiciens, par exemple, font également vis-à-vis de leurs expériences et leurs observations. Il ne commet pas non plus l'autre péché, qui est de perdre un précieux temps scientifique sur les théorèmes de l'existence. Les physiciens ne le font pas non plus. Si nous, les économistes, pensons persister à envier les physiciens, essayons au moins d'apprendre ce que les physiciens font en réalité. Piketty s'en tient aux faits, et par exemple, ne va pas se perdre dans le monde insensé de la *théorie des jeux non-coopératifs*, qui, depuis longtemps, a été démolie par l'économie expérimentale. Il n'a pas recours non plus à la *théorie des équilibres généraux non calculables* qui n'ont jamais été d'une quelconque utilité pour la science économique quantitative, étant donné qu'ils sont une branche de la philosophie, plutôt futile en fait. Sur les deux points, bravissimo.

Son livre est en outre écrit clairement et sans prétention, même s'il est un peu sévère et j'imagine que c'est aussi le cas dans sa version originale française (Piketty mérite d'être félicité pour avoir suivi l'ancienne règle, pas si populaire parmi les Français de nos jours, que ce qui n'est pas clair n'est pas Français. Certes, le livre est probablement voué à être l'un de ceux qui sont plus achetés que lus. Les lecteurs d'un certain âge se souviendront de la somme de Douglas Hofstadter, *Gödel Escher, Bach : Les Brins d'une Guirlande Éternelle* (1979), qui reposait, vivement admiré mais peu lu, sur de nombreuses tables de salon dans les années 1980, et les lecteurs plus jeunes se rappelleront de Stephen Hawking *Une brève histoire du temps* (1988). La société Kindle d'Amazon garde une trace de la dernière page soulignée dans un livre téléchargé (vous ne le saviez pas n'est-ce pas ?). En utilisant ces données, le mathématicien Jordan Ellenberg (2014) estime que le lecteur moyen des 655 pages de texte et notes de *Capital dans le XXIe siècle* s'arrête quelque part peu après la page 26, là où s'arrête le soulignage, soit à peu près à la fin de l'introduction. Pour être honnête avec Piketty, l'acheteur de la version papier à couverture rigide plutôt que celui de la version Kindle sera probablement un peu plus sérieux et voudra lire un peu plus loin. Cependant, maintenir l'attention du lecteur moyen du *New York Times* pour un peu plus de 26 pages d'argumentaires économiques denses, ensuite de quoi le livre prend une place honorable sur la petite table du salon, témoigne de l'habileté rhétorique de Piketty, ce que j'admire. De toute façon, si vous trouvez que les arguments chiffrés fouillés sont intéressants, alors vous trouverez le livre intéressant.

C'est un livre honnête et massivement documenté. Rien de ce que je dirai — et je dirai des choses dures, parce qu'elles sont vraies et importantes — ne vise à mettre en cause l'intégrité de Piketty ou son effort scientifique. Le livre est le fruit d'une grande collaboration de l'école d'économie de Paris, qu'il a fondée en s'associant à quelques-uns des phares de la technogauche de l'économie française. Hélas, je vais montrer que Piketty se trompe gravement dans sa science et son éthique sociale. Mais c'est ce que font aussi de nombreux économistes et calculateurs, dont certains sont mes très chers amis.

La lecture du livre est une bonne occasion de comprendre quels sont les plus récents soucis gauchistes sur le « capitalisme » et de tester sa force économique et philosophique. Le souci de Piketty sur ces riches qui deviennent plus riches est en effet simplement « la dernière » d'une longue série remontant à Malthus, Ricardo et Marx. Depuis ces génies fondateurs de l'économie classique, l'«*accroissement du bien-être testé par le marché*» (une locution à préférer au «*capitalisme*», avec son implication erronée que l'accumulation de capital, et non pas l'innovation, est ce qui nous a rendu mieux lotis) a énormément enrichi une grande partie d'une humanité désormais sept fois plus importante en population qu'en 1800, et parie honnêtement que dans les cinquante prochaines années, elle enrichira chacun sur la planète. Regardez la Chine et l'Inde (et arrêter de dire, « Mais ils ne sont pas tous devenu riches »; ils le deviendront, comme le montre l'histoire européenne, en tout cas si l'on considère les normes éthiques correspondantes pour un confort de base, dont était privée la plupart des personnes en Angleterre et en France avant 1800, ou en Chine avant son nouveau départ en 1978, ou en Inde avant 1991). Et pourtant la gauche dans son inquiétude oublie régulièrement cet événement laïque le plus important depuis l'invention de l'agriculture — **le Grand Enrichissement des deux derniers siècles** — et continue à s'inquiéter et s'inquiéter.

Voici une liste partielle du pessimisme inquiet, qui ont tous été à la mode en son temps, comme l'historien de la pensée économique Anthony Waterman le montre.

Le premier *Essais de Malthus* [1798] a mis l'accent principal sur la pénurie de terrain. Et c'est ainsi qu'a commencé la mutation longue d'un siècle de l'«économie politique», la science optimiste de la richesse, en l'«économie», la science pessimiste de la rareté (Waterman 2012, 425, ponctuation légèrement modifiée).

Malthus s'inquiétait que les travailleurs prolifèrent et Ricardo craignaient que les propriétaires de terres engorgent le produit national. Marx s'est inquiété, ou a célébré, selon comme on voit le matérialisme historique, que les détenteurs du capital puissent au moins tenter courageusement de l'engorger. (Les économistes classiques sont les maîtres de Piketty et sa théorie est auto-décrite — avant la page 26 — comme la somme de Ricardo et de Marx.)

J. S. Mill s'est inquiété — ou a célébré, selon comment on voit l'empressement maladif de la vie moderne — que la stagnation ne soit au coin de la rue. Alors les économistes, un grand nombre à gauche, mais certains à droite, dans une succession rapide de 1880 à nos jours — en même temps que l'*accroissement du bien-être testé par le marché* conduisait à un accroissement de plus en plus élevé des salaires réels — ont commencé à s'inquiéter, pour mentionner quelques uns de leurs soucis concernant le « capitalisme » : de la cupidité, de l'aliénation, de l'impureté raciale, du manque de force de négociation des travailleurs, du mauvais goût ouvrier dans la consommation, de l'immigration de populations inférieures, des monopoles, du chômage, des cycles d'affaires, de l'augmentation des rendements, des externalités, de la sous-consommation, de la concurrence monopolistique, de la séparation de la propriété et du contrôle, du manque de planification, de la stagnation de l'après-guerre, des retombées de l'investissement, du déséquilibre de croissance, du marché du travail dual, de l'insuffisance de capital (que William Easterly nomme «fondamentalisme du capital»), de l'irrationalité paysanne, de l'imperfections du marché des capitaux, de la théorie des choix publics, des marchés manquants, de l'asymétrie de l'information, de l'exploitation du tiers-monde, de la publicité, de l'emprise réglementaire, du passager clandestin, du piège de

l'équilibre de bas niveau, des pièges de niveau intermédiaire, de la dépendance de chemin, du manque de compétitivité, du consumérisme, des externalités de la consommation, de l'irrationalité, de l'escompte hyperbolique, du trop grand pour faillir, de la dégradation de l'environnement, du sous-payement des soins, de la croissance plus lente etc.

On peut notamment relier les derniers éléments de la liste — et quelques-uns des premiers, relancé par Piketty ou Krugman — à des prix Memorial Nobel en sciences économiques. Je ne citerai pas ici les hommes (tous des hommes, en contraste frappant à la méthode d'Elinor Ostrom, prix Nobel 2009), mais je peux révéler leur formule. Tout d'abord, découvrir ou redécouvrir une condition nécessaire à une concurrence parfaite ou un monde parfait (dans le cas de Piketty, par exemple, une plus parfaite égalité de revenu). Puis affirmer sans preuves (ici Piketty fait beaucoup mieux que la pratique habituelle) mais avec une ornementation mathématique appropriée (ainsi, Jean Tirole, Nobel 2014) que la condition est peut-être réalisable de manière imparfaite ou le monde ne pourrait pas se développer de manière parfaite. Puis conclure en beauté (ici cependant Piketty s'empêtre de la manière peu scientifique habituelle) que «le capitalisme» est condamné à moins que les experts interviennent en utilisant de manière douce le monopole de la violence de l'Etat pour mettre en œuvre par exemple une politique antitrust contre les malfaiteurs immensément riches, ou par des subventions aux industries aux revenus en régression, ou par une aide à l'étranger à des gouvernements tout à fait honnêtes, ou en donnant de l'argent à les industries évidemment naissantes, ou en repositionnant des consommateurs tristement puérils, ou, comme le dit Piketty, en taxant l'inégalité causés par le capital dans le monde entier.

Rarement le chercheur en économie (surtout « lui »), et c'est caractéristique de cette étrange histoire de recherche de défauts et de propositions de corrections étatiques, estimera utile d'offrir des éléments de preuve que sa proposition d'intervention de l'état fonctionnera comme elle est censée le faire, et presque jamais non plus ne se sentira-t-il il obligé d'offrir des éléments de preuve que la condition nécessaire à la perfection, bien qu'imparfaitement atteinte avant l'intervention prescrite, soit assez importante pour, en bonne partie, avoir réduit les performances de l'économie dans son ensemble. (Je le répète : Piketty dépasse la norme ici). Clapham s'en plaignait déjà en 1922, quand des théoriciens proposaient, sur la base d'un schéma ou deux, que le gouvernement devrait subventionner des entreprises aux revenus prétendument croissants. Ces économistes n'ont pas su dire comment acquérir la connaissance pour le faire, ou comment leurs conseils non quantitatifs pourraient réellement aider un gouvernement imparfait à se rapprocher de la société parfaite. Le silence était décourageant, Clapham, acerbe, a écrit : « *à l'étudiant pas de classes, mais des objets* ». C'est toujours le cas aujourd'hui 90 ans plus tard. Il l'a reproché à Pigou ainsi : on se penche sur « l'économie du bien-être », pour constater que, en près d'un millier de pages, il n'y a même pas une illustration de ce que sont ces industries et dans quelles cases elle se trouvent [c'est-à-dire dans quelle catégorie théorique], bien que de nombreux argument commencent ainsi : « où prévalent des conditions de la Loi des rendements décroissants » ou « lorsque les conditions de rendements croissants prévalent », comme si tout le monde savait quand ça se produirait ». Il ventriloque la réponse du théoricien imaginant, sans punch quantitatif, « *ces boîtes économiques vides* », une réponse qui se fait encore entendre, sans aucune amélioration de sa plausibilité : « *si ceux qui connaissent les faits ne peuvent pas faire l'ajustement, nous [les théoriciens qui découvrent les graves défauts de l'économie] le regretterons. Mais notre doctrine conservera sa logique et osons nous ajouter, sa valeur* »

*pédagogique. Et voyez-vous ça se monte si joliment en équations et graphiques*»(Clapham 1922, 311, 305, 312).

Le livre des marxistes Paul Baran et de Paul Sweezy, *Capital de monopole* (1966) est l'une rare exception au catalogue de ceux qui ne vérifient pas quel punch une imperfection présumée pourrait avoir sur l'économie. Ils ont en fait essayé (et honorablement échoué) de mesurer l'étendue du monopole globale dans l'économie américaine. Pour la plupart des autres soucis sur la liste - comme celle des externalités qui exigent l'intervention de l'Etat (comme l'ont déclaré successivement Pigou, Samuelson et Stiglitz) — les économistes, affirmant ainsi que l'économie fonctionne horriblement mal et aurait besoin d'une intervention immédiate et massive du gouvernement, conseillé par des sages tels que Pigou, Samuelson, et Stiglitz, par exemple, n'ont pas pensé qu'il valait la peine de consacrer leur temps scientifique à montrer que les dysfonctionnements comptent davantage pris globalement. Piketty le tente (et échoue honorablement). Le simple nombre des « imperfections » brièvement à la mode mais jamais mesurées a enseigné aux jeunes économistes — qui croient naïvement qu'il doit y avoir des preuves derrière les jolis théorèmes de leurs manuels d'étude— qu'ils pouvaient croire que les *amélioration éprouvées par le marché* ont fonctionné scandaleusement mal, quand tous les instruments quantitatifs sont d'accord de constater que depuis 1800 il a spectaculairement bien fonctionné.

En revanche, les économistes comme Arnold Harberger et Gordon Tullock, affirmant au contraire que l'économie fonctionne très bien, ont recherché les faits, ou ont suggéré au moins comment cette recherche pourrait se faire (voir, par exemple, Harberger 1954 ; Tullock 1967). La performance de Pigou, Samuelson, Stiglitz et le reste de la gauche (il est vrai que dans ces trois cas assez modérément à « gauche ») serait comparable à celle d'un astrophysicien qui émettrait, en se basant sur certaines hypothèses qualitatives, que très, très bientôt l'hydrogène du soleil allait s'épuiser, sans prendre la peine de savoir, après de sérieuses observations et des simulations quantitatives, grossièrement et à peu près dans combien de temps le triste événement allait se produire. Pour la plupart, en théorie économique, il a suffi de montrer la simple direction d'une « imperfection » sur un tableau noir (autrement dit, il a suffi de proposer les « théorèmes qualitatifs » recommandés si malencontreusement dans les Fondations de l'analyse économique de Samuelson), pour ensuite attendre l'appel téléphonique de l'Académie suédoise un matin d'octobre.

On commence à réaliser que les gauchistes typiques — la plupart des soucis les plus sérieux proviennent de ces parages, bien que de façon peu naturelle sachant les importants bénéfiques du « capitalisme » pour la classe ouvrière — débutent par la conviction fortement enracinée que le capitalisme est gravement défectueux. Cette conviction est acquise vers l'âge de 16 ans lorsqu'on découvre la pauvreté sans posséder les outils intellectuels pour en comprendre la source. J'ai suivi ce modèle et par conséquent je devins pour un temps un socialiste à la Joan Baez. Puis, en tant que « bon social-démocrate » pour la vie, comme on se décrit soi-même (et comme je l'ai fait un certain temps), afin de soutenir sa conviction désormais profondément enracinée, on regarde autour de soi quand on est devenu un économiste professionnel pour trouver toute indication qualitative que, dans quelque monde imaginaire, cette conviction serait vérifiée, sans prendre la peine de relier les nombres tirés de notre monde réel (de quoi, je le redis encore une fois, notre Piketty ne peut pas être accusé). C'est l'utopie du bon cœur de ceux qui penchent à gauche et qui disent, «c'est sûr, cette misérable société, dans laquelle certaines personnes sont plus riches et plus puissantes

que d'autres, peut être grandement améliorée. Nous pouvons faire beaucoup, beaucoup mieux!» L'utopie ressort de la logique des théories progressistes, conçues au XVIIIe siècle comme un outil pour lutter contre la société traditionnelle, comme dans *La Richesse des Nations*<sup>1</sup>, non des moindres livres.

Certes, la droite peut également être accusée d'utopisme, quand elle affirme sans preuve, comme le font certains des économistes autrichiens de l'ancien modèle et comme le font certains de l'école de Chicago qui ont perdu leur goût de se livrer à un examen sérieux de leurs vérités, que nous vivons déjà dans le meilleur des mondes possibles. Pourtant, en admettant qu'il y a de nombreux blâmes à délivrer, le refus de la gauche de quantifier le système dans son ensemble, me semble plus fréquent et plus dangereux. J'ai un ami marxiste bien-aimé et extrêmement intelligent qui me dit toujours, « je *déteste* les marchés! » Je réponds, mais Jack, tu te régales dans la recherche d'antiquités *dans les marchés*». «Je m'en fiche. Je *déteste* les marchés!» Les marxistes se sont notamment inquiétés dans l'ordre : que le travailleur européen typique serait rendu misérable, ce pour quoi ils avancent peu de preuves; puis qu'il est aliéné, ce pour quoi ils avaient peu de preuves; alors que le travailleur typique du tiers-monde périphérique serait exploité, là aussi avec peu de preuves. Récemment les marxistes et le reste de la gauche ont commencé à se soucier de l'environnement, ce qu'Eric Hobsbawm a appelé avec un certain dégoût naturel pour un ancien marxiste « une base bien davantage de classe moyenne » (Hobsbawm 2011, 416). Nous attendons leur preuve et leurs propositions pour ce qu'il faut faire à ce sujet, autre chose que le retour à Walden Pond <sup>2</sup> et à la vie de 1800.

Il y a longtemps, j'ai eu un cauchemar. Je n'y suis pas sujet, mais celui-ci était vif, un cauchemar d'économiste, un cauchemar Samuelsonien. Que se passerait-il si chaque action devait être effectuée exactement de façon optimale ? L'Utilité Maximisée soumise à des Contraintes. Max U s.t.C. Supposez, en d'autres termes, que vous ayez à atteindre le sommet *exact* de la colline du bonheur sous réserve de contraintes pour *chaque* saisie de la tasse de café ou de *chacun des pas* dans la rue. Vous échoueriez bien sûr dans la tâche à plusieurs reprises, saisi de peur face à la moindre déviation de l'optimalité. C'était, de la manière proprement irrationnelle des cauchemars, une vision paralysante de ce que les économistes appellent la rationalité. Une reconnaissance de l'impossibilité de la perfection exacte, se retrouve bien sûr, derrière le principe du seuil de satisfaction de l'individu de Herbert Simon<sup>3</sup>, les coûts de transaction de Ronald Coase, la réaffirmation par George Shackle et Israel Kirzner de la sagesse du Yogi Berra: « *Il est difficile de faire des prédictions, surtout quant à l'avenir* ».

---

<sup>1</sup> Adam Smith, *Recherches sur la Nature et les Causes de la Richesse des Nations*, 1776, Glasgow

<sup>2</sup> [Henry David Thoreau](#) vécut sur les rives de cet étang durant deux ans à partir de l'été 1845. Son expérience, rapportée dans son livre [Walden ou la Vie dans les bois](#), a rendu l'endroit célèbre

<sup>3</sup> Le terme **satisficing**, ou principe du seuil de satisfaction de l'individu<sup>1</sup> est un mot-valise formé des mots satisfying (satisfaisant) et sufficing (suffisant), qu'on pourrait ainsi traduire par suffisaisant ou satisfaisant. Le mot sous ce sens apparaît en 1957 dans le discours du sociologue, économiste et psychologue Herbert Simon dans le cadre de ces recherches sur le comportement humain. Il explique ainsi que les gens sont prêts à accepter une solution « suffisamment bonne » plutôt « qu'optimale » si l'apprentissage de toutes les alternatives devait coûter du temps ou des efforts.

Nous, jeunes économistes américains et ingénieurs sociaux des années 1960, innocents comme des bébés, savions que nous pourrions atteindre la prévisible perfection. « Fine tuning » nous l'avions appelée.

Ça a échoué, comme le doit la perfection. Le politologue John Mueller (1999) a fait remarquer que nous devrions plutôt chercher simplement l'« assez bon » — qui nécessiterait que nous nous rendions compte, avec un certain bon sens solidement fondé, que nous n'en sommes pas si terriblement éloignés; comme le dit, Garrison Keillor quand il s'imagine au lac Wobegon, dans le Minnesota, devant « Chez Ralph, à l'Épicerie Plutôt Bonne », laquelle fait sa publicité de manière comique et modeste à la scandinave : « Si vous ne pouvez le trouver chez Ralph, de toute façon vous n'en avez probablement pas besoin ». Mueller, estime que le capitalisme et la démocratie, comme ils existent en réalité, et bien qu'imparfaitement, dans des endroits comme l'Europe ou ses environs sont très bons. Mueller estime que les « échecs » à atteindre la perfection, comme par exemple dans le comportement du Congrès américain ou dans l'égalité de la répartition des revenus aux États-Unis, ne sont probablement pas si grands pour mériter l'importance qu'on leur donne en regard au fonctionnement de la politique ou de l'économie. Elles sont bien assez bonnes pour lac Wobegon. Et traverser la ville pour aller acheter dans le magasin « A l'exacte Perfection », desservie par des théoriciens de l'économie spécialisés dans la recherche de pannes dans l'économie sans avoir à les mesurer, conduit souvent à des conséquences dont on a probablement pas besoin.

Piketty au moins est un scientifique quantitatif sérieux, contrairement aux autres garçons qui jouent dans les bacs à sable des « statistiques significatives » et « théorèmes de l'existence » et des imperfections économiques non mesurées et l'assignement de tâches impossibles (malheureusement à ce dernier égard il rejoint les garçons et leurs châteaux de sable) pour un gouvernement imparfait. En effet, Piketty déclare que :

« Il est important de noter que la principale source de divergence [...] [des revenus des riches comparés à celui des pauvres] dans ma théorie n'a rien à voir avec une quelconque imperfection du marché [*note : de possibles imperfections gouvernementales ne se trouvent pas sur la table de Piketty*]. Bien au contraire : plus le marché des capitaux est parfait (au sens de l'économiste) plus probable sera [la divergence] » (p. 27 ; *comparer avec p. 573*).

Autrement dit, comme Ricardo, Marx et Keynes, il pense avoir découvert ce que les marxistes appellent une « contradiction » (p. 571), c'est-à-dire une conséquence malheureuse de la perfection même du « capitalisme ». Pourtant, tous les soucis de Malthus à Piketty, de 1798 à nos jours, partagent un pessimisme sous-jacent, que ce soit à propos de l'imperfection dans le marché des capitaux ou des insuffisances comportementales des consommateurs individuels ou des lois du mouvement de l'économie capitaliste — cela face à l'enrichissement le plus grand que l'humanité ait jamais connu. Au cours de l'histoire — plutôt bonne — de 1800 à nos jours, les économiques pessimistes de gauche ont néanmoins été sujets à des cauchemars de terribles, terribles échecs.

Il est clair qu'un tel pessimisme fait vendre. Pour des raisons que je n'ai jamais comprises, les gens aiment entendre que le monde court à sa ruine et se vexent et se fâchent avec mépris quand certains idiots optimistes empiètent sur leur plaisir. Cependant le pessimisme a toujours été un piètre guide pour le monde économique moderne. Nous sommes énormément plus riches en matière et en esprit que nous l'étions il y a deux siècles. Dans le prochain demi-siècle — si nous ne tuons pas la poule aux œufs d'or en mettant en place les régimes d'inspiration gauchiste de la planification et des systèmes de redistribution et ceux

d'inspiration d'extrême droite de l'impérialisme et de la guerre, comme nous l'avons fait dans de nombreux endroits entre 1914 et 1989, suivant les conseils de l'intelligentsia que les marchés et la démocratie sont terriblement défectueux — nous pouvons nous attendre à ce que le monde entier corresponde à la Suède ou la France.

— \* —  
\*\*

Le thème central de Piketty est la force de l'intérêt sur la richesse héritée, laquelle causant, prétend-il, l'augmentation de l'inégalité de revenu. En 2014, il déclarait, dans une interview avec Evan Davis de la BBC, que « l'argent a tendance à se reproduire », une plainte sur l'argent et son intérêt évoquée à plusieurs reprises en Occident depuis Aristote. Comme le dit le philosophe parlant de certains hommes, « l'idée essentielle de leur vie est qu'ils doivent soit augmenter leur argent sans limite, ou en tout cas ne pas le perdre [...]. la façon la plus haïssable [d'accroître son argent], [...] est l'usure, qui produit un gain d'argent par lui-même (Aristote, *La Politique*, livre I).

Selon la théorie de Piketty (et d'Aristote), le rendement sur le capital dépasse généralement le taux de croissance de l'économie, et donc la proportion des rendements du capital dans le revenu national augmentera régulièrement, tout simplement parce que les revenus produits par les intérêts — ce qu'obtiennent sans doute les riches capitalistes qui, soi-disant, parviennent à s'y accrocher et soi-disant à les réinvestir — croît plus rapidement que ne le fait le revenu de l'ensemble de la société. Aristote et ses disciples, tels que Thomas d'Aquin, Marx et Piketty, craignaient beaucoup ce type de gain « illimité ». L'argument est, voyez-vous, très vieux et très simple. Piketty l'orne d'un peu avec quelques prodigieuses mécaniques comptables de ratios de capital-production et d'autres, produisant son inégalité centrale sur l'inégalité : *aussi longtemps que  $r > g$ , où  $r$  est le retour sur capital et  $g$  le taux de croissance de l'économie, nous sommes condamnés à toujours récompenser davantage les riches capitalistes tandis que le reste d'entre nous, pauvres nigauds, restons toujours en arrière.* Cependant, l'argument purement verbal que je viens de donner n'est concluant que tant que les hypothèses factuelles demeurent assez proches de la vérité : à savoir, seuls les gens riches ont un capital ; le capital humain n'existe pas ; les riches réinvestissent leurs revenus — ils ne les perdent jamais par paresse ou à cause de la destruction créatrice de quelqu'un d'autre ; l'héritage est le principal mécanisme, et non pas la créativité humaine qui élève  $g$  pour le reste d'entre nous, alors qu'elle se traduit par un  $r$  partagé entre nous tous ; et nous ne nous soucions éthiquement que du coefficient de Gini, pas de la condition de la classe ouvrière.

Remarquez l'un des aspects de ce dernier : dans le conte de fées de Piketty, le reste d'entre nous ne se retrouve que *relativement* peu derrière les capitalistes voraces. L'accent mis sur la richesse, le revenu ou la consommation *relatifs* est un grave problème de ce livre. La vision de Piketty d'une « Apocalypse ricardienne », comme il l'appelle, à cependant permis au reste d'entre nous de l'avoir plutôt très bien fait - non-apocalyptiquement - depuis 1800. Ce qui inquiète Piketty est que les riches puissent éventuellement s'enrichir, bien que les pauvres s'enrichissent eux aussi. Son souci, en d'autres termes, se pose purement sur la différence, sur le coefficient de Gini, sur un vague sentiment d'envie élevé à une proposition théorique et éthique.



Un autre problème grave est que  $r$  dépassera presque toujours  $g$ , comme n'importe qui, au courant du niveau approximatif des taux d'intérêt sur le capital investi comparé au taux auquel la plupart des économies ont cru (à la seule exception de la Chine, récemment, où contrairement aux prédictions de Piketty, l'inégalité a augmenté) peut vous le dire. Si sa simple logique est vraie, alors c'est *toujours* que l'Apocalypse ricardienne se profilera. Faisons donc par conséquent intervenir le gouvernement suave, irréprochable, et omni-compétent — ou, peut-être de manière encore moins plausible, un gouvernement mondial — pour mettre en œuvre « une taxe *mondiale* progressive sur le capital » (p. 27), pour taxer les riches. C'est notre seul espoir.

Mais en fait, ses propres objets, ingénieusement saisis dans ses recherches, ses *capta*, comme il l'admet ingénument, sans que cela ne lui permette d'accepter de soulager son pessimisme, suggèrent que l'inégalité des revenus n'a récemment et de manière sensible augmenté qu'uniquement au Canada, aux États-Unis et au Royaume-Uni. « En Europe continentale et au Japon, l'inégalité des revenus reste aujourd'hui beaucoup plus faible qu'elle l'était au début du XXe siècle et en fait n'a pas beaucoup changé depuis 1945 » (p. 321 et Figure 9.6). Regardez, par exemple, à la page 323, Figure 9.7, la part du premier décile des revenus, pour la période 1900-2010 pour les États-Unis d'Amérique, le Royaume-Uni, l'Allemagne, la France et la Suède. Dans tous ces pays,  $r > g$ . Il en a été ainsi en fait, à de rares exceptions et très occasionnellement, depuis la nuit des temps. Pourtant Piketty admet, qu'après que la redistribution par l'État providence ait été réalisée, jusqu'en 1970 en Allemagne, en France et en Suède, les inégalités de revenus n'ont *pas* significamment augmenté. En d'autres termes, les craintes de Piketty n'ont été confirmés nulle part entre 1910 et 1980, ni nulle part sur le long terme dès avant 1800, ni nulle part en Europe continentale ou au Japon depuis la seconde guerre mondiale et seulement récemment, un peu, aux États-Unis, au Royaume-Uni et au Canada (le Canada, soit dit en passant n'est pas pris en compte dans ses tests).

Ce serait un très grand mystère si l'argent avait tendance à se reproduire, toujours, de plus en plus, par une loi générale, qui serait régie par l'inégalité de Ricardo-plus-Marx, aux taux effectivement observé dans l'histoire mondiale. Mais, comme largement démontré par la preuve, depuis plusieurs siècles et jusqu'à aujourd'hui, l'inégalité en fait monte et descend en grandes vagues. Cela ne figure pas non plus dans sa fable (Piketty mentionne à peine le travail des historiens économiques Jeffrey Williamson et Peter Lindert (1980) qui ont documenté ce fait gênant). Selon sa logique, une fois qu'une onde Piketty démarre — comme elle le ferait à tout moment, si vous preniez soin de mentionner qu'une économie doit satisfaire à la condition - presque toujours satisfaite - que le taux d'intérêt dépasse le taux de croissance du revenu, elle ne cesserait jamais. Une telle logique inexorable signifierait que nous devrions avoir été submergés par un tsunami d'inégalité au XVIIIe siècle ou même au Xe siècle de notre ère ou d'ailleurs pourquoi pas dès l'an 2000 en avant notre ère. À un point de son ouvrage, Piketty dit exactement cela: «  $r > g$  redeviendra à *nouveau* la norme au XXIe siècle, *comme il l'a été tout au long de l'histoire, jusqu'à la veille de la première guerre mondiale* » (p. 572, italiques ajoutés ; on peut se demander ce qu'il fait avec les taux d'intérêt historiquement bas qu'on connaît maintenant, ou les taux d'intérêt réels négatifs lors de l'inflation des années 1970 et 1980). Pourquoi alors la part des riches n'a-t-elle pas augmenté anciennement à 100 pour cent ? À tout le moins, comment la part serait-elle restée stable à, disons, les 50 % qui, à l'époque médiévale, caractérisaient les économies improductives

dominées par la terre et les seigneurs propriétaires? Parfois Piketty décrit sa mécanique comme un « processus potentiellement explosif » (p. 444), à d'autres moments, il admet que des chocs aléatoires à une fortune familiale signifient que « il est improbable que l'inégalité de richesse puisse croître indéfiniment, [...] au contraire, la répartition des richesses convergera vers un certain équilibre » (p. 451). Sur la base de la liste *Forbes* des très riches, Piketty note par exemple que « plusieurs centaines de nouvelles fortunes dans la gamme [de \$ 1 milliard à \$ 10 milliards] apparaissent quelque part dans le monde, presque chaque année » (p. 441). Est-ce, professeur Piketty, l'« Apocalypse » comme vous le prétendez ? Ou (ce qui est en fait observé, en gros, avec des petits hauts et bas) n'est-ce pas plutôt le constat d'une part constante de gens qui entrent ou sortent du cercle de la richesse de façon évolutive ? Sa machinerie ne semble expliquer rien d'alarmant et en même temps se fait trop alarmante.

L'écrivain scientifique Matt Ridley propose une raison convaincante pour la (légère) montée de l'inégalité récemment en Grande-Bretagne. « J'ai failli en tomber de ma chaise » écrit Ridley,

« Vous voulez dire que pendant les trois décennies où le gouvernement a activement encouragé les bulles financières dans l'immobilier ; a offert des allègements fiscaux aux retraités ; légèrement taxés les riches non-doms [c'est-à-dire « non domiciliés », les citoyens d'autres pays comme l'Arabie saoudite vivants au Royaume-Uni] ; versé de l'argent en subventions agricoles [dont les terres appartiennent à des propriétaires principalement riches] ; et strictement réglementé l'offre de terrains à bâtir, poussant vers le haut la prime gagnée par des permis de construire sur des terrains à développer, les riches propriétaires de capitaux n'auraient vu leur richesse relative qu'augmenter légèrement ? Eh bien, que je sois damné [...] [Sérieusement, maintenant] une bonne partie de l'augmentation de la concentration de la richesse depuis 1980 a été dictée par la politique du gouvernement, qui a systématiquement redirigé les chances de gains vers les riches et non les pauvres » (Ridley 2014).

Aux États-Unis, pays aux prestations d'aide sociale omniprésentes et offrant des allègements fiscaux à nos bons amis les très riches, comme par exemple le traitement des « intéressements » qui a rendu Mitt Romney encore plus riche, on peut faire la même analyse : le gouvernement, qui selon Piketty est censé résoudre le problème présumé, en est en réalité la cause. Ce n'est pas « le capitalisme », qui a provoqué la récente anomalie et certainement pas l'extraordinaire accroissement du bien-être fondé sur le marché aux cours des deux derniers siècles. L'inconséquence de l'argumentation de Piketty, en vérité, est à chercher du côté de la fragilité de ses sources. Il commence par adopter la théorie d'un grand économiste, Ricardo, connu pour avoir totalement échoué dans ses prédictions. Les propriétaires en effet n'ont pas engorgé le produit national, contrairement à ce que Ricardo a prédit avec confiance. En effet, la part du revenu national (et mondial) produite par la rente foncière est retombée lourdement à partir du moment où Ricardo affirmait qu'elle allait augmenter progressivement. Ce résultat ressemble à celui de Malthus, dont la prédiction que l'accroissement de la population écraserait la production alimentaire s'est trouvée démentie au moment même où il prétendait qu'elle allait se produire.

Bien. Combinons maintenant la théorie de Ricardo avec celle d'un *économiste* de moins grande envergure que Ricardo, Marx (sans conteste toutefois le plus grand *sociologue* du XIXe siècle ; bien qu'erroné sur presque chaque question de fond, en particulier sur ses prédictions). Marx a supposé que les salaires chuteraient, mais que les bénéfices chuteraient également malgré les améliorations technologiques. Un compte pareil, comme l'économiste

marxiste Joan Robinson l'a souvent souligné, est impossible. L'un des deux au moins, soit les salaires, soit les profits, doivent augmenter lorsqu'une amélioration technologique se produit, comme ça a été effectivement le cas. Avec une tarte plus grande, quelqu'un doit en recevoir une plus grande tranche. Dans ce cas ce sont les salaires du travail brut qui ont augmentés, spécialement l'accumulation importante de capital humain, un capital détenu par les ouvriers, et non par les vrais riches. Le rendement du capital physique a été plus élevé qu'un rendement sans risque sur les obligations du gouvernement américain ou britannique, afin de compenser le risque de détenir le capital (risque de se retrouver obsolète par le progrès — pensez à votre ordinateur, obsolète en quatre ans). Cependant le rendement sur le capital physique et sur le capital humain, ont été de toute façon maintenus bas, à un niveau très approximatif de 5 à 10 pour cent, par la concurrence entre des capitalistes de plus en plus nombreux. Imaginez l'état misérable qui serait le nôtre si le revenu des travailleurs avait, sur la période de 1800 à nos jours, connu la même stagnation que celle qu'a connue le capital en valeur nominale et si l'on pensait que les travailleurs n'eussent pu accumuler de capital humain et si leurs sociétés n'eussent connu l'accroissement de l'ingéniosité que l'on sait. Ça n'est pas difficile à imaginer, parce qu'aujourd'hui encore des travailleurs gagnent de misérables revenus dans des coins comme la Somalie ou la Corée du Nord. Au contraire, depuis 1800, en moyenne dans les pays riches, le revenu des travailleurs a augmenté d'un facteur ~30 (2 900 %, s'il vous plaît). Dans le monde entier, en comptant des pays encore pauvres, le facteur est de 10 (900 %), tandis que le rendement du capital physique a stagné (2015 McCloskey, chap. 2).

Piketty n'admet pas que chaque vague d'inventeurs, d'entrepreneurs, voire même de capitalistes ordinaires, trouvent que leurs bénéfices sont intégrés d'entrée, un concept économique qu'il ne semble pas saisir. Son manque de compréhension est lié à son incapacité à comprendre les réactions à l'offre, c'est-à-dire, comment l'accroissement de la pénurie mène à l'apparition de nouvelles entreprises. Considérons par exemple l'histoire des fortunes faites dans les grands magasins. Les revenus provenant des grands magasins, tels que par exemple Le Bon Marché, Marshall Fields, et Selfridge, à la fin du XIXe siècle, ont été produits par l'esprit d'entreprise. Le modèle a ensuite été copié partout dans le monde riche, et a dès lors permis la création de petites fortunes à Fréjus, dans le Var ou à Aigle, en Suisse. Puis, à la fin du 20<sup>e</sup> siècle, ce modèle a été ensuite contesté par la vague des discounters, puis encore à son tour par Internet. L'accumulation initiale se dissipe lentement ou rapidement. En d'autres termes, le profit qui va aux profiteurs est plus ou moins rapidement miné par le déplacement vers l'extérieur de l'approvisionnement, pour autant que les monopoles gouvernementaux et les protectionnismes du genre que Ridley l'a remarqué en Grande-Bretagne n'interviennent pas. L'économiste William Nordhaus (2004) a calculé que de nos jours, les inventeurs et les entrepreneurs ne gagnent en bénéfices que 2 % de la valeur sociale de leurs inventions. Si vous êtes Sam Walton, à l'origine de l'introduction de codes à barres sur les produits des supermarchés, ces seuls 2 % vous font gagner personnellement énormément d'argent. Mais 98 %, au prix de ces 2 %, est néanmoins une très bonne affaire pour le reste d'entre nous. Le gain produit par les routes bitumées ou le caoutchouc vulcanisé, ou encore les universités modernes, le béton structurel et l'avion, a enrichi même les plus pauvres d'entre nous.

Piketty, qui ne croit pas aux réactions à l'offre, se concentre plutôt sur ces personnes diaboliques, très riches, qui possèdent 7 montres Rolex par simple héritage. Liliane

Bettencourt, héritière de la fortune de l'Oréal (p. 440), la 3<sup>e</sup> femme la plus riche du monde, qui « n'a jamais travaillé un jour dans sa vie, a vu sa fortune croître exactement aussi rapidement que celle de Bill Gates [dont on peut admettre les améliorations] ». « C'est mauvais », dit Piketty, qui dévoile ainsi sa philosophie éthique dans son intégralité. Les économistes australiens Geoffrey Brennan, Gordon Menzies et Michael Munger ont utilisé un argument similaire dans un récent article, écrit avant le livre de Piketty, soit que la succession testamentaire du capital humain ne peut qu'exacerber le coefficient d'inégalité de Gini parce que « pour la première fois dans l'histoire humaine, les parents les plus riches ont moins d'enfants [...]. Même si l'accroissement de l'opulence se poursuit, elle se concentrera dans de moins en moins de mains » (Brennan, Al 2014). Les riches envoient leur fils unique, intensivement formé en Français et en mathématiques, à la Sydney Grammar School et à Harvard. Les pauvres en seront réduits à dissiper le peu qu'ils ont parmi leurs soi-disant nombreux enfants.

Mais si, en raison de l'espoir d'Adam Smith que « l'opulence universelle finira par se propager jusqu'aux plus basses couches de la société », tous ont accès à une excellente formation — ce qui est, sur le plan éthique, un objet sensible de la politique sociale, à la différence de l'inégalité de Gini, et a le mérite supplémentaire d'être réalisable — et si les pauvres deviennent tellement riches (parce que le Grand Enrichissement a été déclenché), eux aussi auront moins d'enfants, ce qui est le cas, disons, en Italie, et alors la tendance à l'augmentation de la variance sera atténuée (voir Smith 1776, livre I, ch. 1, par. 10). L'économiste Tyler Cowen me rappelle, en outre, que les taux de natalité « faibles » comprennent également « zéro enfants », ce qui éteindrait les lignées — comme cela se produit en effet souvent même dans les familles royales bien nourries. Les enfants inexistantes, comme ceux du Grand duc de Florence, Gian Gastone de Medici en 1737, ne peuvent pas hériter, entre vifs ou pas, au contraire de leur très nombreux 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup>-cousins.

Et la richesse héritée par les enfants a souvent pour effet d'inhiber leur ambition, ce qu'on peut observer tous les jours sur La Croisette. La paresse — ou dans ce cas la régression des compétences — est un puissant égaliseur. « Il vient toujours un moment », écrit Piketty, contre son propre argument, « où un enfant prodigue dilapide la fortune de la famille » (p. 451), ce qui fût l'objet de la lutte séculaire en droit anglais pour ou contre les biens inaliénables. Imaginez, si vous aviez eu accès à 10 millions de dollars à 18 ans, avant que votre personnalité n'ait été entièrement formée. Ça aurait été un désastre éthique pour vous, comme c'est régulièrement le cas pour les enfants des très riches. Nous, les parents prospères du Grand Enrichissement, nous pouvons sérieusement nous soucier des incitations de nos enfants et surtout de nos petits-enfants à prendre l'initiative de consacrer les efforts en vue d'un doctorat en économie, ou de développer sérieusement leur esprit d'entreprise ou leur esprit charitable. Quelque soit le nombre des bracelets de diamant qu'ils ont, la plupart des enfants riches - et peut-être même tous nos enfants nés dans les richesses que le Grand Enrichissement a procurées jusqu'au niveau le plus bas du peuple - ne souffrira pas des affres d'un doctorat en économie. Pourquoi s'embêter ? David Rockefeller a fait l'Université de Chicago en 1940 ; (et il comprenait les réactions à l'offre), mais son grand-père était inhabituellement chanceux dans la transmission des valeurs de quelqu'un né pauvre à son fils John Jr, puis à ses cinq petits-fils engendré par John-Junior (mais pas à sa petite-fille en ligne, Abby, qui n'a jamais travaillé un jour dans sa vie).

Parce que Piketty est obsédé par l'héritage, par ailleurs, il veut minimiser les profits de l'esprit d'entreprise, l'accroissement du bien-être fondé sur le marché qui a rendu les pauvres riches. C'est encore une fois l'affirmation d'Aristote selon laquelle l'argent est stérile et l'intérêt n'est par conséquent pas naturel.

Sur ce point, Aristote s'est trompé. C'est souvent le cas, à l'encontre de Piketty, et en négligeant la réduction du coût de nos marchandises résultant des investissements de leur richesse par les riches, que les gens avec plus d'argent ont obtenu leur plus-value en étant plus ingénieusement productifs, dans l'intérêt de nous tous — par exemple à obtenir ce doctorat ou à être d'excellents fabricants d'automobiles ou d'excellents écrivains de romans d'horreur ou d'excellents joueurs de tennis ou d'excellents fournisseurs de téléphones cellulaires, comme Carlos Slim, du Mexique, l'homme le plus riche du monde (avec un petit coup de pouce, peut-être, du Parlement mexicain corrompu). Que Frank Sinatra soit devenu plus riche que la plupart de ses fans, ce n'était pas un scandale éthique. L'exemple de « Wilt Chamberlain » inventé par le philosophe Robert Nozick (Piketty mentionne John Rawls, mais pas Nozick, qui était l'ennemi juré de Rawls) dit que si nous payons volontairement pour obtenir les avantages produits de CEOs habiles ou d'athlètes doués, il n'y a aucune autre question éthique. Les revenus anormalement élevés des Frank Sinatra, Jamie Dimons et Wilt Chamberlains proviennent de marchés aujourd'hui beaucoup plus étendus à l'ère de la mondialisation et de la reproduction mécanique, pas du vol. L'inégalité salariale dans les pays riches, concrétisée par le fossé s'élargissant entre riches et pauvres, (ces derniers aussi peu soient-ils et c'est la conclusion de Piketty, rappelez-vous), est principalement, comme il rapporte, causée par « l'émergence de rémunérations extrêmement élevées au sommet de la hiérarchie salariale, en particulier chez les cadres supérieurs des grandes entreprises ». L'émergence, veuillez noter, n'a rien à voir avec  $r > g$ .

— \* —  
\*\*

Les failles techniques dans l'argumentaire sont omniprésentes. Lorsque vous creusez, vous les trouvez. En voici deux que j'ai repérées. La liste. D'autres économistes, je l'ai entendu, en ont repéré plusieurs autres : google « Piketty ». (Je n'ai pas fait la recherche sur Google, car je ne veux pas simplement empiler. Je respecte ce qu'il a essayé d'accomplir, et par conséquent il mérite donc de ma part une évaluation indépendante.)

Par exemple, un gros défaut, celui-ci — la définition de Piketty de la richesse n'inclut pas le capital humain, détenu par les travailleurs, qui s'est développé dans les pays riches pour devenir la principale source de revenus, lorsqu'elle est combinée avec l'immense accumulation depuis 1800 du capital dans les connaissances et les habitudes sociales, appartenant à toute personne ayant accès à eux. C'est pourquoi ses diagrammes, laborieusement constitués, du ratio capital/production (purement physique ou privé) sont erronés. Ils omettent une des principales formes de capital dans le monde moderne. Surtout, en insistant à définir le capital comme quelque chose qui presque toujours appartient à des gens riches, Piketty se trompe sur la source des revenus, qui sont principalement incarnés par l'ingéniosité humaine, et non pas accumulés dans des machines ou dans un terrain dont on s'est assuré la propriété. Il affirme un peu mystérieusement à la page 46 qu'il y a « plusieurs raisons d'exclure le capital humain de notre définition du capital ». Mais il n'en propose qu'une seule: « Le capital humain ne peut pas appartenir à une autre personne ». Pourtant son capital humain appartient précisément à la travailleuse elle-même. Piketty n'explique pas

pourquoi la propriété personnelle sans possibilité d'aliénation (à la Locke) n'est pas de la propriété. Si je possède des terres améliorées et que la loi empêche leur aliénation (comme certaines lois collectivistes le font), pourquoi ne serait-ce pas du capital ? C'est certain, le capital humain est « capital »: il s'accumule grâce à l'abstention de consommation, il se déprécie, il gagne un taux de rendement déterminé par le marché, il peut être rendu obsolète par la destruction créatrice.

Il était une fois pour sûr, un monde de Piketty, sans capital humain, qui ressemblait à notre monde, celui de Ricardo et Marx, où les travailleurs ne possèdent que leurs mains et leurs dos et où les patrons et propriétaires possédaient tous les autres moyens de production. Mais, depuis 1848, le monde a été transformé par ce qui se trouve entre les oreilles des travailleurs. L'exclusion du capital humain de l'ensemble du capital a pour résultat de forcer artificiellement la conclusion à laquelle Piketty veut aboutir, soit que l'inégalité a augmenté, ou augmentera, ou peut-être n'est simplement qu'à craindre. L'un des titres du chapitre 7 déclare que « le capital [est] toujours plus inégalement réparti que la main de œuvre ». Non, ça n'est pas ainsi. Si le capital humain est inclus — les connaissances de l'ouvrier d'usine ordinaire, la formation aux compétences de l'infirmière, la compétence du professionnel à gérer des systèmes complexes, la compréhension de l'économiste des réactions à l'offre — les travailleurs, si l'on tient une comptabilité correcte, possèdent eux-mêmes la majeure partie du capital national, et le drame de 1848 selon Piketty tombe à terre.

En négligeant le capital humain de son côté « Problèmes », le livre est doublement étrange parce que du côté « Solutions », Piketty recommande l'éducation, la formation et d'autres investissements dans le capital humain. Cependant il place l'accent sur l'augmentation du produit marginal des chômeurs par des programmes gouvernementaux, plutôt que par la correction des distorsions qui ont créé le chômage en premier lieu, il rejoint en cela la plupart des intellectuels de gauche, en particulier ceux avec les emplois dans l'Université. Ainsi en Afrique du Sud, la gauche propose d'exécuter une politique de salaires minimums élevés et une réglementation oppressive, pour résoudre le problème du chômage, lui-même généré par le gouvernement, en améliorant par le biais de ce même gouvernement, l'éducation des sud-africains au chômage. Personne, qu'il soit de gauche ou de droite ou libertaire, ne voudrait se plaindre d'une meilleure formation, surtout si elle tombe du ciel sans aucun coût d'opportunité — bien que nous autres, libertaires au cœur saignant, suggérions d'y parvenir par un autre moyen qu'en déversant davantage d'argent dans une industrie nationalisée déficiente, dispensatrice d'un enseignement élémentaire ou dans un système d'enseignement supérieur favorisant de manière grossière les riches au détriment des pauvres, comme elle le fait de manière frappante en France, en donnant à l'étudiant riche, mieux préparé, une balade gratuite vers la classe dirigeante. En tout cas, le stratagème « nous-aimons-la-formation » exempte la gauche d'avoir à faire face à la cause évidente du chômage en Afrique du Sud, à savoir, un système du marché du travail sclérosé reposant sur des règlements conçus au profit du Syndicat du Congrès sud-africain et contre les chômeurs noirs affreusement pauvres d'Afrique du Sud, assis sans travail et subsistant de modestes revenus dans une hutte de l'arrière pays du KwaZulu-Natal.

Le livre de Piketty n'est pas dépourvu de théories économiques bonnes, intéressantes et techniquement fondées. Il propose une théorie intéressante (chapitre 14), par exemple, que les salaires des très hauts CEO, que nous avons aujourd'hui au Royaume-Uni et en particulier aux Etats-Unis, sont le résultat de la baisse des niveaux élevés des taux marginaux

d'imposition pendant les années 1930-1970. En ces jours heureux, il n'apparaissait pas si brillant de la part des dirigeants de se payer des salaires énormes qui, après tout, finiraient dans la poche du gouvernement, le 15 mars. Une fois ce facteur dissuasif supprimé, Piketty soutient, de manière plausible, que les dirigeants ont pu tirer parti du caractère de club fermé des Comités de rémunération pour aller s'amuser en ville. Et donc Piketty recommande de revenir à des taux d'imposition marginal de 80 pour cent (p. 513). Mais attendez. Techniquement parlant, si pour des raisons éthiques nous n'aimons pas les salaires élevés des CEO, pourquoi ne pas légiférer contre eux directement, à l'aide d'un outil plus ciblé qu'une intrusion massive dans l'économie ? Ou pourquoi ne pas faire honte aux comités de rémunération exécutifs ? Piketty ne le dit pas.

— \* —  
— \*\* —

Cependant, comme je l'ai laissé entendre, le problème fondamental et technique de ce livre est que Piketty l'économiste, ne comprend pas la théorie économique de la réaction de la demande à l'offre. Parce qu'il ne comprend pas les réactions à l'offre, il pense que toute restriction dans l'approvisionnement est permanente, et c'est ainsi qu'il obtient son Apocalypse ricardienne et tous nos malheur. Conformément à sa position d'homme de gauche, il n'a qu'une idée vague et confuse sur le fonctionnement des marchés, et surtout sur comment l'offre répond à des prix plus élevés. S'il veut offrir ses conclusions pessimistes concernant « une économie de marché basée sur la propriété privée, lorsqu'elle est laissée à elle-même » (p. 571), il ferait mieux de savoir ce que l'économie élémentaire, telle qu'acceptée par tous ceux qui l'ont suffisamment étudiée pour comprendre ce qu'elle dit, dirait en fait sur le sujet d'une économie de marché basée sur la propriété privée quand elle est laissée à elle-même.

Une surprenante preuve de l'incompréhension de Piketty se produit dès la page 6. Il commence en faisant semblant de céder à ses adversaires néo-classiques (il est, je le répète, un classiciste fier : Ricardo et Marx).

Nous savons qu'il existe en principe un mécanisme économique assez simple qui devrait rétablir l'équilibre du processus [dans notre cas le processus de hausse des prix du pétrole ou des terrains urbains, conduisant à une Apocalypse ricardienne]: le mécanisme de l'offre et de la demande. Si l'offre d'une marchandise est insuffisante, et son prix est trop élevé, alors la demande de ce bien devrait diminuer, ce qui conduirait à une baisse de son prix (p. 6, italiques ajoutés).

Les mots que j'ai mis en italique mélangent clairement le déplacement le long d'une courbe de la demande avec le mouvement de la courbe entière, une erreur de premier cycle à l'Université. L'analyse correcte (nous l'expliquons à nos étudiants de première année, premier cycle autour de la quatrième semaine) est que si le prix est « trop élevé », ce n'est pas la courbe de la demande entière qui « rétablit l'équilibre » (bien qu'un prix élevé à court terme donne aux gens une raison d'économiser sur le pétrole ou sur l'espace urbain avec des voitures plus petites et de plus petits appartements, se déplaçant comme ils le font en fait le long de leurs courbes de la demande qui, elle, demeure stationnaire), mais une courbe de l'offre qui finalement se déplace vers l'extérieur.

La courbe de l'offre se déplace à l'extérieur parce que l'entrée est induite par l'odeur des super profits à moyen et long terme (selon la définition marshalliennes des termes). De

nouveaux gisements de pétrole sont découverts, de nouvelles raffineries sont construites, de nouvelles banlieues sont établies, de nouveaux gratte-ciel sont construits pour économiser de l'espace urbain, comme ça s'est passé en fait massivement depuis, disons, 1973, sauf lorsque le gouvernement a restreint l'exploitation pétrolière (généralement pour des raisons écologiques) ou la construction de gratte-ciel (habituellement sous l'effet de la corruption).

Piketty continue — n'oubliez pas : il ne se rend pas compte que des prix élevés entraînent, après un certain temps, l'expansion de la courbe de l'offre; il pense que des prix élevés pousseront la courbe de la demande à se resserrer, conduisant à «une baisse de prix» (de l'élément rare, pétrole ou espace urbain) — « ces ajustements pourraient être désagréables ou compliqués ». Pour montrer son mépris pour le fonctionnement ordinaire du système de prix, il imagine comiquement que «les gens devraient [...] tous se mettre à voyager en vélo». Les substitutions le long d'une courbe de la demande donnée, ou l'une qui se rétracterait mystérieusement, «pourraient aussi prendre des décennies, pendant lesquelles les propriétaires fonciers et propriétaires de puits de pétrole pourraient bien accumuler des créances sur le reste de la population» (maintenant, pour une raison qu'il ne donne pas, la courbe de la demande devrait se mettre en expansion plus rapide que la courbe de l'offre) « si importants qu'ils pourraient facilement [pour des motifs qu'il ne démontre pas] entrer en possession de tout ce qui peut être détenu, y compris » dans une nouvelle utilisation alternatifs du comique, « des bicyclettes, une fois pour toutes ». Après avoir massacré l'analyse élémentaire des entrées et des fournitures de substitution, ce qui, après tout, représente l'histoire économique du monde, il parle de «l'émir du Qatar», comme futur propriétaire de ces bicyclettes, à tout jamais. Il est probable que cette expression ait été écrite avant la récente et gigantesque expansion de l'exploitation non conventionnelle de pétrole et de gaz au Canada et aux États-Unis.

En bref, il conclut, triomphalement, après avoir dévoilé l'évidente bêtise que l'on trouve chez les économistes néo-classiques si favorables aux riches, «l'interaction de l'offre et de la demande n'exclut aucunement la possibilité d'une divergence importante et durable dans la répartition des richesses liée à des changements extrêmes de certains prix relatifs [...]. Le Principe de rareté de Ricardo » (p. 6-7).

J'étais tellement surpris par ce passage que je suis allé lire l'original français tentant de recourir à mon français honteusement pauvre pour m'assurer que ce n'était pas une erreur de traduction. Une lecture charitable pourrait dire que ça l'était — en effet très charitable parce qu'après tout le non-sens fondamental demeure : « alors la demande [la courbe de la demande entière?] pour ce bien doit baisser ». Cependant l'anglais de Piketty est bien meilleur que mon français, il a enseigné pendant quelques années au MIT et répond en anglais académique lorsqu'il est interviewé.

S'il maintient ce non-sens dans la traduction d'Arthur Goldhammer (un docteur en mathématiques, qui a depuis 1979 fait entièrement 75 traductions de livres de français en anglais — bien qu'en fait ce soit sa première traduction de technique économique), surtout dans un passage d'une telle importance, il faut supposer qu'il a pensé que c'était de la belle économie, une critique pénétrante, non décisive, de ces stupides économistes anglophones ou germanophones qui pensent que les courbes de l'offre s'étendent en réponse à la raréfaction. (Encore une fois cependant, je demande un peu de charité : celui qui n'a jamais laissé un peu de non-sens dans ses textes, en particulier dans des traductions hors de sa langue maternelle, est invité à jeter la première pierre.)



Dans la version française, on trouve, au lieu de l'anglais évidemment erroné, « qui devrait conduire à une baisse de son prix », typique de l'étudiant de premier cycle un peu confus, la clause « qui permettra de calmer le jeu », [dans ce cas, de l'offre et de la demande] « Calmer le jeu, cependant, est en fait parfois utilisé dans des contextes économiques, en français, pour signifier : s'éloigner d'une bulle de prix. Et il est difficile de voir ce que « calmer » pourrait signifier d'autre dans ce passage qu'une baisse de prix, un déni de l'économie et du bon sens, celui d'une chute de prix qui se produirait sans que se produise une réponse de l'offre. Le reste du passage ne mérite pas une lecture charitable. Le reste est traduit sans controverse, et tourne sur la conviction évidente de Piketty que les réactions de l'offre ne figurent pas dans l'histoire de l'offre et la demande, ce qui est quand même désagréable et compliqué — beaucoup moins cependant, que par exemple, l'Etat doit prendre une part radicalement plus grande du revenu national en taxes, sachant l'inefficacité de la fonction publique ou l'État doit encourager le dédain de la propriété capitaliste en faveur de « nouvelles formes de gouvernance et de partage de la propriété intermédiaire entre public et privé » (p. 573), sans craindre le risque de corruption des fonctionnaires ou leur manque d'épaisseur.

Piketty, semble-t-il, n'a pas lu en la comprenant la théorie de l'offre et la demande qu'il dénigre, comme par exemple celle d'Adam Smith (une remarque ricanante à la page 9), Say (idem, mentionné dans une note avec Smith comme optimiste), Bastiat (aucune mention), Walras (aucune mention), Menger (aucune mention), Marshall (aucune mention), Mises (aucune mention), Hayek (citation d'une référence sur un autre sujet), Friedman (p. 548-549 mais seulement sur le monétarisme, pas le système des prix).

Il n'a pas la qualité scientifique pour se moquer de l'autorégulation des marchés (par exemple à la p. 572), parce qu'il y montre, et dans beaucoup d'autres passages, qu'il ne comprend pas comment elle fonctionne, même en principe. Ce serait comme quelqu'un qui attaquerait la théorie de l'évolution sans comprendre la sélection naturelle ou le processus de Galton-Watson ou la génétique moderne, qui est semblable en théorie économique aux usages des entrées et des sorties dans l'autorégulation des marchés — la réaction de l'offre — dont une première version a inspiré Darwin.

Ce n'est pas sa faute, en quelque sorte. Il a été formé en France et l'enseignement de l'économie style français — contre lequel s'est opposé le mouvement des étudiants de sciences économiques en France, nommé sans discernement l'Économie Poste Autiste, *Post-Autistic Economics* (PAE) — est abstrait et cartésien et jamais n'enseigne la théorie ordinaire des prix que l'on peut utiliser pour comprendre par exemple le marché du pétrole de 1973 à nos jours. C'est en réponse à l'offre que le prix réel du pétrole a par exemple chuté depuis 1980 ; et ça n'est jamais pris en compte dans les livres de non-économistes tels que Paul Ehrlich *The population bomb*, ou par des économistes qui ne comprennent pas l'économie élémentaire.

Plus profondément, la pensée « structurelle » de Piketty caractérise la gauche et caractérise aussi la pensée économique de scientifique en physique et biologie, lorsqu'ils s'aventurent dans les questions économiques. C'est pourquoi le magazine *Scientific American*, il y a un demi-siècle, a aimé l'analyse des entrées-sorties (qui était aussi l'amour de ma propre jeunesse) et publie régulièrement des argumentaires utilisant la méthode des coefficients fixes sur l'environnement par des physiciens ou biologistes. Les scientifiques non économiques déclarent: «Il existe telle et telle structure, c'est à dire les grandeurs comptables actuellement en vigueur, par exemple les réserves actuellement connues de pétrole». Puis, ignorant que la recherche de nouveaux gisements est en fait une activité économique, ils

calculent le résultat de la « demande » croissante (qui est la quantité demandée, non distincte de l'ensemble de la courbe de la demande), ne supposant aucune substitution, aucune réaction au prix accompagnant la demande, aucune réaction de l'offre sur le prix, pas de deuxième ou troisième acte, rien de visible ou d'invisible, comme une réponse entrepreneuriale face à la plus grande rareté, par exemple. Au milieu du XIXe siècle, c'était également la méthode scientifique de Marx, et Piketty lui succède.

— \* —  
\*\* —

Au-delà des questions techniques en économie, le problème éthique fondamental du livre est que Piketty ne s'est pas demandé pourquoi les inégalités en elles-mêmes seraient mauvaises. La libérale Lady Glencora Palliser (née M'Cluskie), dans le roman politique *Phineas Finn* de Anthony Trollope (1867-1868) déclare que « rendre tous les hommes et les femmes égaux, c'est que je considère comme l'essentiel de notre théorie politique », à l'opposé du plaisir conservateur du rang et des privilèges. Mais les radicaux originaux, issus du moule de Cobden-Bright-Mill (cf. Monk) réalisent plus clairement cette vision éthique: « L'égalité est un vilain mot qui fait peur », car en effet la classe politique en Grande-Bretagne en avait longtemps été effrayée, traumatisée par les sauvages déclarations françaises en faveur de l'égalité et par l'exemple de l'égalitarisme américain (bon, en fait ... l'égalitarisme pour les mâles, rigides, blancs, Anglo-Saxons, d'âge moyen, non immigrants, de la Nouvelle-Angleterre, fondamentalement protestants).

Les motivations du vrai libéral, selon eux, ne devraient pas viser à l'égalité, mais « le souhait de chaque honnête homme [c'est-à-dire honorable] (...) doit être d'aider à élever ceux qui sont en-dessous de lui » (Trollope 1867-1869, vol I, 126, 128). Un tel objectif éthique devrait être atteint, relate Monk, le libéral libertaire (comme le furent Richard Cobden, John Bright et John Stuart Mill en Angleterre, Bastiat en France à l'époque et, à notre époque, Hayek et Friedman, ou encore M'Cluskie), pas en direct par des programmes de redistribution, ni par la législation, ni par les syndicats, mais par le libre-échange et l'éducation obligatoire, financées par l'impôt et l'octroi de droits de propriété pour les femmes — et dans notre cas par **le Grand Enrichissement**, qui finalement, à la fin du XIXe siècle, a permis l'énorme envolée des salaires réels tout à travers l'Europe puis ensuite dans le monde entier.

La condition sociale des pauvres, en valeur absolue, s'est améliorée bien plus et de façon écrasante par **le Grand Enrichissement** que par la redistribution. Les historiens économiques Ian Gazeley et Andrew Newell ont relevé en 2010 : « la réduction, presque jusqu'à l'élimination, de la pauvreté absolue chez les ménages de travailleurs en Grande-Bretagne entre 1904 et 1937 ». « L'élimination de la misère chez les familles de travailleurs », ont-ils démontré, « était presque achevée dès la fin des années 30, bien avant l'État-providence ». Leur *Graphique 2* montre les revenus hebdomadaire calculés selon les prix de 1886, distribués en 1886, 1906, 1938, 1960, démontrant la disparition de la ligne classique de la misère pour les travailleurs britanniques située aux « alentours d'une livre par semaine » (Gazeley et Newell 2010, résumé, p. 19 et le tableau 2, p. 17).

Certes, on peut trouver irritant qu'une femme super riche achète une montre de 40'000 Frs. L'achat pourrait être éthiquement répréhensible. Elle devrait avoir honte. Elle devrait donner la part de son revenu dépassant un grand niveau de confort — disons deux voitures,

pas vingt, deux maisons, pas sept, un yacht, pas cinq — à des organismes de bienfaisance efficaces. Andrew Carnegie (1889) a formulé le principe que « un homme, qui meurt riche à ce point, meurt déshonoré ». Carnegie a donné toute sa fortune (bon, seulement après sa mort, après avoir profité d'un château dans son Écosse natale et quelques autres babioles). Mais que beaucoup de gens riches agissent de manière honteuse n'implique pas automatiquement que le gouvernement devrait intervenir pour les en empêcher. Les gens agissent de manière honteuse de toutes sortes de façons. Si, dans un monde déchu, l'on assignait à nos dirigeants la tâche de nous maintenir tous dans un état totalement éthique, le gouvernement placerait l'entier de nos vies sous sa tutelle paternelle, un vrai cauchemar, comme l'ont vécu avant 1989, les résidents de l'Allemagne de l'Est et maintenant ceux de Corée du Nord.

On pourrait soutenir, encore une fois comme le fait Piketty, que la croissance dépend de l'accumulation de capital — pas d'une nouvelle idéologie ni des idées d'amélioration qu'une telle idéologie encouragerait et certainement pas d'une éthique soutenant cette idéologie. Piketty, comme beaucoup de « hauts libéraux » américain, marxistes européens et conservateurs de partout, est agacé précisément par la prétention éthique du patron moderne. Les patrons, écrit-il, justifient leur réussite économique en plaçant « l'accent principal sur leur mérite personnel et leurs qualités morales, qu'ils décrivent [dans les sondages] à l'aide de termes comme par exemple la rigueur, la patience, le travail, l'effort, et ainsi de suite (mais aussi de tolérance, bonté, etc..) » (p. 418)

Comme le dit l'économiste Donald Boudreaux, Piketty préfère ce qu'il considère être une justification plus honnête pour la super-richesse, offerte par les élites des romans des [conservateurs] de Jane Austen et de Balzac, à savoir, qu'une telle richesse est nécessaire pour vivre une vie confortable, point final. Aucune autosatisfaction, ni même de raisonnement psychologiquement réconfortants par les nobles du début du XIXe siècle et leurs dames ! (Boudreaux, correspondance personnelle, 2014). Piketty ricane, de sa hauteur de progressiste-conservateur, que « les héros et les héroïnes des romans de Jane Austen et de Balzac n'auraient jamais vu la nécessité de comparer leurs qualités personnelles à celles de leurs serviteurs ».

À quoi Boudreaux répond : Oui, eh bien, au début du XIXe siècle les vertus bourgeoises n'étaient pas aussi largement célébrées et admirées qu'elles le sont devenues plus tard. Nous devons nous réjouir qu'aujourd'hui des salariés à [très] revenus vantent leurs habitudes bourgeoises et leur vertus et que les travailleurs — enfin! — comprennent que disposer de ces vertus et y travailler est digne (Boudreaux 2014).

La grande richesse, selon la théorie épousée par les paysans, le prolétariat et leurs soi-disant champions de l'intelligentsia de gauche, n'est pas dépourvue de chance ou de vol. La grande richesse, selon la théorie épousée par l'aristocratie et leurs champions parmi l'intelligentsia de droite est pourvue par héritage, lui-même justifié par de la chance ou par des rapines passées, un héritage que nous *aristoi* bien sûr devrions recueillir sans raisonnement de réconfort psychologique. La grande richesse, selon la théorie épousée par la bourgeoisie et ses amis les économistes libéraux, au contraire, est présente en vertu de la capacité à fournir, sans violence d'un point de vue éthique, ce que les gens sont prêts à acheter.

Les vertus bourgeoises sont sans doute exagérées, surtout par la bourgeoisie et parfois même par ses amis. Mais pour le reste d'entre nous les résultats de la célébration de ces vertus n'ont pas été si mauvais. Pensez aux dernières pièces d'Ibsen, le dramaturge pionnier de la vie bourgeoise. Le directeur de banque Helmer, dans *La maison de poupée* (1878) représente un usurier pris dans la contrefaçon comme « moralement perdu », ayant une « panne de morale » (1879 Ibsen, 132). Le propos de Helmer tout au long de la pièce est imprégné d'une rhétorique éthique, que nous sommes habitués à appeler « Victorienne ». Mais la femme de Helmer, Nora, dont la rhétorique est tout aussi saturée sur le plan éthique, commet le même crime que l'usurier. Elle le commet, cependant, afin de sauver la vie de son mari, pas comme l'usurier qui lui vise le profit amoral. À la fin de la pièce, elle quitte Helmer, un acte choquant pour la bourgeoisie norvégienne de 1878, parce que tout à coup, elle se rend compte que s'il avait eu connaissance de son crime, il n'aurait pas agi selon son éthique aimante pour la protéger contre les conséquences d'un faux commis par amour, à but non lucratif. L'éthique bourgeoise— qu'explorent toutes les pièces d'Ibsen à partir de 1871, et comme l'ont fait plus tard les pièces d'Arthur Miller — rend les devoirs de la bourgeoisie compliqués. Sans cesse la bourgeoisie parle de vertu et parfois la réalise.

Les fondements moraux et financiers du monde moderne, je dirais contrairement aux ricanements de Piketty face aux vertus bourgeoises, étaient en effet éthiques, et non pas matériels (voir McCloskey à paraître). Ils s'appuient sur l'adoption large de deux idées simples, l'idée économique nouvelle et libérale de l'accès à la liberté pour les gens ordinaires et l'idée sociale nouvelle et démocratique de leur accès à la dignité. Les deux idées éthiques liées et absurdes — le seul mot pour elles est « égalité », soit de respect, soit d'égalité devant la Loi — ont conduit à un paroxysme de mieux-être. Le mot « égalité », comprenez, ne doit pas être pris, dans le sens de certains des penseurs du siècle des lumières Français, comme l'égalité des revenus matériels. Sa définition en Français est celle de la gauche et la droite suppose aujourd'hui, sans trop réfléchir à leurs conflits: les premiers: « Vous n'avez pas construit sans l'aide de la société, il n'y a donc aucune justification pour des revenus inégaux » ; les seconds: « Vous autres, pauvres gens, n'êtes simplement pas assez méritants, il n'y a donc aucune justification pour votre exigence de redistribution d'égalisation ».

Une définition plus fondamentale de l'égalité, cependant, dont on a fait l'éloge à l'Âge des Lumières écossaises, après que les Écossais ce soient réveillés de leur sommeil dogmatique, se base sur *l'opinion égalitaire que les gens ont les uns des autres*, que l'on soit porteur dans la rue ou philosophe moral (voir Peart et Levy 2008)<sup>4</sup>. Le philosophe moraliste Smith, un pionnier égalitaire en ce sens, a décrit l'idée écossaise comme « permettant à chacun de poursuivre son propre intérêt à sa manière sur le plan libéral de l'égalité, de la liberté et de la justice » (Smith 1776, livre IV, chap. 9, p. 664).

Forcer de manière non libérale le style Français de l'égalité des revenus, en coupant les têtes qui dépassent (*cutting down the tall poppies*), en enviant les babioles stupides des riches, en imaginant que le partage des revenus fût aussi efficace pour le bien des pauvres que

---

<sup>4</sup> Kim Priemel de l'Université Humboldt de Berlin m'a donné à penser que « l'équité » serait un terme plus approprié pour le concept écossais. Mais je ne veux pas abandonner si facilement un concept contesté sur le fond comme l'est le concept d'égalité français, qui, en effet, dans son origine révolutionnaire était plus proche du sens donné par les Écossais qu'il n'est dans celui que j'appelle "Français" .

le serait le partage égal des tranches de pizza, traitant les pauvres comme des enfants tristes qu'on doit faire avancer ou qu'on doit contraindre à suivre les experts de l'intelligentsia, une idée qui, comme nous l'avons trouvé, a souvent eu pour coût élevé d'endommager la liberté et de ralentir le mieux-être. Pas toujours, mais souvent.

Ce serait une bonne chose, bien sûr, si une société libre et riche suivant les préceptes de libéralisme de Smith puisse produire une égalité à la française et Pikettyenne. En fait — pour certains ce sont de vieilles nouvelles, et pour d'autres dont Piketty, c'est surprenant — elle l'a produit en grande partie, en suivant la seule norme pertinente sur le plan éthique, celle des droits humains fondamentaux et grâce au confort de base apportée par les antibiotiques, le logement et l'éducation de base, toutes choses que l'on doit au plan libéral et écossais. La mise en œuvre du plan écossais, comme à Hong Kong et en Norvège et en France même, a régulièrement conduit à une amélioration étonnante et à une réelle égalité de résultat — le pauvre faisant l'acquisition d'automobiles, bénéficiant de l'eau chaude et froide au robinet, choses qu'on refusait jadis même aux riches, sans compter l'acquisition de droits politiques et de la dignité sociale qu'on refusait autrefois dans les premiers temps à tout le monde sauf aux riches.

Même dans les pays déjà avancés dans ces dernières décennies, on n'a connu aucune stagnation complète des revenus réels pour les gens ordinaires. Vous aurez entendu que « les salaires stagnent » ou que « la classe moyenne s'appauvrit ». Mais vous savez aussi que vous ne devriez pas croire tout ce que vous lisez dans les journaux. Cela ne veut dire que personne dans les pays riches serait non qualifié, accro, mal apparenté, victime de discrimination, ou simplement terriblement malchanceux.

Deux ouvrages récents, l'un de George Packer *The unwinding: an inner history of the new America* (2013) (Le démontage : une histoire intérieure de l'Amérique), l'autre de Barbara Ehrenreich *Nickel and dimed: on (not) getting by in America* (2001) (Quatre sous et décimé : (ne pas) s'en sortir en Amérique) avancent dans la longue et distinguée tradition de parler à la bourgeoisie au sujet des pauvres qui remonte à James Agee et Walker Evans. Maintenant louons ces hommes célèbres (1944), George Orwell, *The road to Wigan Pier* (La route de Wigan Pier, 1937), Jack London, *The people of the abyss* (Le peuple de l'abîme, 1903), Jacob Riis, *How the other half lives: studies among the tenements of New York* (Comment vit l'autre la moitié : études parmi les immeubles de New York, 1890) et la source, Friedrich Engels, *The condition of the working class in England* (La condition de la classe ouvrière en Angleterre, 1845). Ils ne trichent pas. Quiconque lit ces ouvrages est arraché de sa confortable ignorance sur l'autre moitié. En forme fictionnelle, l'on est arraché par Steinbeck des *Raisins de la Colère* (1939) ou *Studs Lonigan* de Farrell (1932-1935) ou *Le Fils natif* de Wright (1940), ou en Europe, parmi beaucoup d'observateurs des deux nations, *Germinal* de Zola (1885), qui a transformé beaucoup d'entre nous en socialistes. L'arrachement est salutaire. Il se raconte que Winston Churchill, descendant de l'aristocratie, croyait que la plupart des Anglais pauvres vivaient dans des cottages recouverts de roses.

Mais se réveiller n'implique pas désespérer, soutenir des politiques erronées qui n'aident pas réellement les pauvres ou proposer le renversement du système, même si le système, en réalité, enrichit les pauvres sur le long terme, ou en tout cas enrichir les pauvres mieux que les autres systèmes qui ont été tentés de temps à autre.

C'est juste, l'indignation peu coûteuse, inspirée par la culpabilité du survivant à l'égard des « victimes » présumées de ce qu'on appelle le « capitalisme » et par la colère envieuse de la consommation ridicule des riches ne donnent pas invariablement d'amélioration pour les pauvres. Des remarques telles que « il y a toujours des pauvres » ou « certaines personnes ont plus de pouvoir que d'autres », bien qu'affirmant la supériorité morale de l'orateur, ne sont ni profondes ni intelligentes. Les répéter ou hocher la tête avec sagesse à leur répétition ou acheter le livre de Piketty à mettre en évidence sur votre table basse, ne vous rend pas une personne bonne. Vous êtes une telle personne si vous aidez réellement les pauvres. Créez une entreprise. Offrez des hypothèques que les populations pauvres peuvent se permettre. Inventez une nouvelle batterie. Votez pour de meilleures écoles. Adoptez un orphelin pakistanais. Devenez bénévole pour nourrir les gens à Grace Church le samedi matin...

L'offre de fausses politiques, contre-productives qui, dans leurs effets réels, réduisent les possibilités d'emploi, ou s'enflammer de déclarations indignées à votre mari après avoir terminé le *Sunday New York Times Magazine*, n'aidera pas les pauvres.

Dans les faits, l'économie et la société des États-Unis ne sont pas en train de se détendre, et les gens vont mieux que dans le passé. Les enfants des familles de métayers dans le comté de Hale en Alabama, dont Agee et Evans ont rendu concret le mécontentement durable des membres les plus âgés de la famille, vont désormais assez bien, ils ont du travail et beaucoup de leurs enfants vont à l'Université (Whitford, 2005). Que, même sur le long terme, il reste quelques pauvres ne signifie pas que le système ne fonctionne pas pour les pauvres, tant que leur état continue de s'améliorer. Et c'est ce qui se passe, contrairement ce que racontent les journaux et les livres pessimistes, et ceci aussi longtemps que le pourcentage de terriblement pauvres tend vers zéro, comme il le fait. Que les gens meurent encore parfois dans les hôpitaux ne signifie pas que la médecine est à remplacer par la sorcellerie, au moins tant que les taux de mortalité sont en baisse et aussi longtemps que le taux de mortalité ne puisse être inférieur grâce aux soins des sorciers guérisseurs.

Et en effet la pauvreté est en baisse, même récemment, même dans les pays déjà riches. Si le revenu est correctement calculé pour inclure les meilleures conditions de travail, davantage d'années de formation, de meilleurs soins de santé, de plus longues années de retraite, des programmes d'assistance sociale plus importants et avant tout la qualité croissante du plus grand nombre de biens, le revenu réel des pauvres a augmenté, même si c'est à un rythme plus lent que dans les années 1950 — qui ont suivi les délais d'attente calamiteux de la grande dépression et la guerre (Boudreaux et Perry 2013). L'économiste Angus Deaton note que «une fois que la reconstruction s'est faite [disons dans les années 1970], la nouvelle croissance a été dépendante de la capacité d'inventer de nouvelles façons de faire les choses et de les mettre en pratique et ce labourage de terrain vierge est plus difficile que labourer un vieux sillon » (Deaton 2013, 231).

— \* —  
\*\*

On ne peut non plus prétendre que les pauvres du monde payent pour la croissance. Les économistes Xavier Sala-i-Martin et Maxim Pinkovsky, sur la base d'une étude détaillée de la répartition individuelle des revenus — sans avoir comparé les revenus par pays — ont publié leur constat que la pauvreté mondiale est en baisse. Entre 1970 et 2006, le taux de pauvreté global [défini en termes absolus et non relatifs,] a été réduit de près des trois quarts. Le

pourcentage de la population mondiale vivant avec moins de 1 dollar par jour (en dollars de 2000 ajusté au PIB par habitant) est descendu de 26,8 % en 1970 à 5,4 % en 2006 (Sala-i-Martin et Pinkovskiy 2010, voir aussi Sala-i-Martin 2006).

Il est important, en pensant aux questions que Piketty soulève avec une telle énergie, d'avoir une vision claire sur quoi consiste exactement l'inégalité. Le capital physique et les papiers valeur sont possédés inégalement, bien sûr, bien que les fonds de pension et similaires compensent dans une certaine mesure. Le rendement sur ces parties du stock de capital de la nation fournit le revenu des riches, en particulier les riches-par-héritage dont Piketty s'inquiète le plus. Mais si le capital est mesuré de manière plus complète, afin d'inclure le capital humain qui est de plus en plus important, tels que les formations d'ingénierie par exemple et le capital de plus en plus important appartenant aux biens publics, comme les parcs publics par exemple, sans oublier les connaissances modernes (pensez à Internet), le revenu de rendement sur le capital est distribué bien moins inégalement, je l'ai mentionné, que le sont les papier-valeur et le capital physique. En outre, la consommation est beaucoup moins inégalement appréciée que le revenu est calculé. Une personne riche possédant sept maisons pourrait être considérée comme sept fois plus favorisée qu'une personne pauvre n'en possédant qu'à peine une. Mais bien sûr, ce n'est pas le cas, puisqu'elle ne peut consommer en l'occupant qu'une seule maison à la fois et ne peut consommer qu'une seule paire de chaussures à la fois et ainsi de suite. Le bracelet de diamants demeurant inutilisé au fond de son ample boîte à bijoux est un scandale, car elle aurait pu payer les frais de scolarité d'un millier de familles au Mozambique avec ce qu'elle a bêtement dépensé en babioles la saison dernière à Cannes. Elle devrait en effet avoir honte de se livrer à ces folles dépenses. C'est une question d'éthique importante, même si ce n'est une affaire publique. Mais en tout cas la dépense, sur ce point, n'a pas augmenté sa consommation réelle.

De plus, et de manière cruciale, on bénéficie aujourd'hui de la consommation des produits de base ou de première nécessité de manière beaucoup plus égale que le reste de la consommation ou des revenus, ou du capital, ou du bien-être physique. Et ça l'est devenu de plus en plus également ainsi au fur et à mesure de l'histoire de l'enrichissement du pays. Par conséquent la croissance économique, aussi inégalement se soit elle accumulée sous forme de richesse ou gagnée par le revenu, est plus égalitaire dans sa consommation et désormais est tout à fait égale dans la consommation des produits de base. Comme l'économiste américain John Bates Clark a prédit en 1901:

L'ouvrier type va voir son salaire journalier croître d'un dollar à 2, puis de 2 à 4 et de 4 à 8 [ce qui s'est montré exact en valeur réelle du revenu par personne jusqu'en 2012, bien qu'un tel calcul ne mette pas en évidence l'amélioration radicale de la qualité des produits et services depuis 1901]. Ces gains auront signifié infiniment plus pour lui que toute éventuelle augmentation de capital aura pu signifier pour les riches [...]. C'est précisément ce changement qui aura entraîné avec lui une approche de l'égalité de confort véritable (Clark, 1901).

En 2013, les économistes Donald Boudreaux et Mark Perry ont fait remarquer que :

Selon le Bureau of Economic Analysis, les dépenses des ménages liées aux nombreux produits « de base » de la vie moderne, soit alimentation à la maison, automobiles, vêtements et chaussures, ameublement et équipement du logement et services publics, sont passées de 53 % du revenu disponible en 1950 à 44 % en 1970 à 32 % aujourd'hui (Boudreaux et Perry 2013).

C'est un point que l'historien Robert Fogel (1999) a étudié pour une plus longue durée. L'économiste Steven Horwitz résume les faits en comptant les heures de travail nécessaires pour acheter une TV couleur ou une automobile et fait remarquer que :

Les données ne comprennent pas [...] le changement de qualité [...]. La télévision de 1973 était au maximum 25 pouces, avec une faible résolution, probablement pas de télécommande, son faible et généralement rien de tel que son descendant de 2013 [...]. Il fallait se réjouir de tirer 100'000 km d'une voiture dans les années 1970, ne pas les obtenir d'une voiture aujourd'hui vous fera penser que vous avez acheté un citron (Horwitz 2013, 11).

Aux États-Unis non plus les pauvres ne s'appauvrissent pas. Horwitz observe :

En observant diverses données sur la consommation, tirées des enquêtes du Bureau du recensement américain, depuis ce que les pauvres ont chez eux jusqu'au temps de travail nécessaire pour acheter une gamme de biens de consommation, cela indique clairement que les américains pauvres vivent maintenant mieux que jamais auparavant. En fait, les américains pauvres aujourd'hui vivent mieux, selon ces mesures, que ne le faisait leurs homologues des classes moyenne dans les années 1970 (Horwitz 2013, 2).

À l'été 1976, un professeur associé d'économie à l'Université de Chicago ne disposait pas de climatisation dans son appartement . De nos jours beaucoup d'assez pauvres habitants de Chicago en disposent. La terrible vague de chaleur de juillet 1995 à Chicago a tué plus de 700 personnes, principalement à faible revenu (Klinenberg 2003) <sup>5</sup>. Les précédentes vagues de chaleur en 1936 et 1948, avant que la climatisation soit commune à tous, en ont probablement tué beaucoup plus <sup>6</sup>.

— \* —  
\*\*

Le politologue et intellectuel des *affaires publiques* Robert Reich affirme que nous devons néanmoins nous inquiéter de l'inégalité, style coefficient de Gini, plutôt que de consacrer toute notre énergie à élever la condition absolue des pauvres. « L'accroissement de l'inégalité », déclare-t-il, « est un défi à l'idéal national fondamental de l'égalité des chances ».

L'accroissement des inégalités entrave encore la mobilité ascendante. C'est simplement parce que l'échelle est maintenant beaucoup plus longue. La distance entre ses échelons du bas et du haut et entre chaque échelon le long du chemin, est beaucoup plus grande. N'importe qui faisant l'ascension à la même vitesse qu'auparavant fera nécessairement une progression moins rapide vers le haut (Reich 2014).

Reich se trompe. Horwitz résume les résultats d'une étude de Julia Isaacs sur la mobilité individuelle entre 1969 et 2005: « 82 % des enfants des 20 % inférieur en 1969 disposaient de revenus [réels] en 2000 supérieurs à ce que leurs parents avaient en 1969. Le revenu médian [réels] des enfants des pauvres de 1969 était double de celui de leurs parents » (Isaacs 2007, cité en 2013 Horwitz, 7).

Il ne fait aucun doute que les enfants et petits-enfants des mineurs charbonniers anglais de 1937, qu'Orwell décrit « voyageant » sous terre, courbé en deux, marchant un mile ou plus pour se rendre face au charbon, point à partir duquel ils commençaient à se faire payer, sont

<sup>5</sup> La vague de chaleur de 2003 en France, où l'on ne possède pas l'air conditionné, a tué 14'800 personnes et 70'000 à l'échelle européenne.

<sup>6</sup> Barreca et collaborateurs (2013) montrent l'effet très important, aux États-Unis, de la climatisation pour réduire la mortalité excessive lors de vagues de chaleur.

<sup>7</sup> Le tableau 4, Horwitz (2013) donne le pourcentage de ménages pauvres possédant différents appareils: en 1971, 32 pour cent de ces ménages avaient des climatiseurs ; en 2005, 86 %.



beaucoup mieux lotis que leurs pères ou grands-pères. Il ne fait aucun doute que les enfants et petits-enfants des réfugiés du Dust Bowl en Californie le sont également. Steinbeck a relaté dans les *Raisins de la Colère* leurs pires et terribles conditions. Quelques années plus tard, beaucoup d'entre les Okies (*émigrants de l'Ok[ahoma]*) ont obtenu des emplois dans l'industrie de guerre, et beaucoup de leurs enfants plus tard sont allés à l'Université. Certains sont devenus ces professeurs d'université qui pensent que les pauvres s'appauvrissent.

La manière habituelle, en particulier sur la gauche, de parler de la pauvreté repose sur la répartition en pourcentage des revenus, en regardant fixement par exemple un « seuil de pauvreté » relatif. Comme l'économiste australien progressiste Peter Saunders souligne, toutefois, une telle définition de la pauvreté « se décale automatiquement vers le haut chaque fois que les revenus réels (et donc le seuil de pauvreté) sont à la hausse » (2013 Saunders, 214). Les pauvres sont toujours présents, mais simplement par définition, à l'opposé de l'effet Lake Wobegon — ce n'est pas que tous les enfants soient au-dessus de la moyenne, mais qu'il y a toujours un fond d'un cinquième ou d'un dixième ou de n'importe quelle proportion que ce soit. Bien sûr.

Le philosophe Harry Frankfurt a noté il y a longtemps que « calculer la taille d'une part égale [du revenu dans le style des seuils de pauvreté ou des coefficients de Gini] est manifestement beaucoup plus facile que de déterminer combien une personne a besoin afin d'avoir assez » — « plus facile » comme par exemple diviser le PIB par la taille de la population et rapporter avec irritation, que certaines personnes gagnent, ou en tout cas obtiennent, plus (Frankfort 1987, 23-24). C'est de l'éthique simplifiée de cour d'école, où en divisant la pizza: « C'est injuste ». Mais comme Frankfort a également fait remarquer, l'inégalité en soi n'est éthiquement pas pertinente: « l'égalité économique n'est pas en soi d'une importance morale particulière » (Frankfort, 1987, 21). En vérité éthique, ce que nous voulons c'est élever les pauvres, à la façon Joshua-Monk, à ce qu'ils obtiennent « assez » pour eux afin de pouvoir fonctionner dans une société démocratique et d'avoir une vie pleinement humaine. Il n'importe pas sur le plan éthique que les pauvres aient le même nombre de bracelets de diamants et d'automobiles Porsche que les propriétaires des fonds spéculatifs. Mais il importe en effet qu'ils aient les mêmes possibilités de voter ou d'apprendre à lire ou d'avoir un toit au-dessus de leur tête.

La constitution d'état de l'Illinois de 1970 incarne la confusion entre la condition de la classe ouvrière, d'une part et l'écart entre riches et pauvres d'autre part, affirmant dans son préambule qu'elle cherche à « éliminer la pauvreté *et les inégalités* ». Nous ferions mieux de cibler directement ce que nous voulons réellement atteindre, qui est la subsistance égale et la dignité, l'élimination de la pauvreté, ou ce que l'économiste Amartya Sen et la philosophe Martha Nussbaum appellent *assurer des capacités suffisantes*. La valeur du coefficient Gini ou la part de la partie inférieure de 10 pour cent est sans rapport avec le but noble et pertinent sur le plan éthique but d'élever les pauvres à une condition de dignité, à la Frankfurt « suffisante ».

La plupart des recherches sur l'économie des inégalités trébuche sur ce simple point éthique, mettant l'accent sur les mesures d'inégalité relative telle que le coefficient de Gini ou de la part de la tranche des 1 % supérieurs, plutôt que sur les mesures du bien-être absolu des pauvres, sur les inégalités plutôt que sur la pauvreté, ayant omis les deux. En parlant de l'égalitarisme du philosophe du droit Ronald Dworkin, Frankfort fait observer que Dworkin

en fait et sur le plan éthique, «se soucie principalement de la valeur [absolue] de la vie des gens, mais il se représente lui-même par erreur comme s’occupant principalement de l’importance relative de leurs atouts économiques» (Francfort, 1987, 34).

Piketty lui-même, en le contournant, se soucie à peine «des moins bien lotis» (p. 577 ; la fin de la dernière phrase du livre, bien qu’il mentionne parfois le problème dans le corps du livre, comme par exemple p. 480). C’est courant chez Dworkin et Piketty et une grande partie de la gauche, dirons-nous, de passer à côté du point éthique, libéral à la Joshua-Monk, de chercher à élever les pauvres. Par la redistribution ? Par l’égalité dans le nombre de bracelets de diamants ? Non : par l’augmentation spectaculaire de la taille du gâteau, qui a historiquement porté les pauvres à disposer du 90 ou 95 pour cent des « assez », contre les 10 ou 5 % atteignables par la redistribution, sans l’agrandir, de la tarte.

L’historien de l’économie Robert Margo a noté, en 1993, qu’avant la loi sur les droits civils (Civil Rights Act) que les États-Unis d’Amérique ont promulgué en 1964, «les noirs ne pouvaient pas aspirer à obtenir des emplois à col blanc» en raison de la discrimination raciale. Et pourtant les Afro-américains s’étaient préparés, par leurs propres moyens, à partir de l’esclavage pour effectuer de tels métiers dès que l’occasion se présenterait. «Les Noirs des classes bourgeoises doivent leur succès en grande partie à eux-mêmes » et à la société de plus en plus instruite et productive dans laquelle ils vivaient. « Que se serait-il passé si la main-d’œuvre noire, placée à la veille du mouvement des droits civils, s’était trouvée tout aussi analphabète, pauvre, rurale et Sudiste qu’elle était à l’époque où Lincoln a libéré les esclaves ? [...] Aurions-nous eu une classe moyenne noire comme nous l’avons aujourd’hui ? Manifestement pas»(Margo 1993, 68, 65, 69).

Pourtant la gauche effectue des heures supplémentaires, avec la meilleure des motivations — et Piketty a travaillé très dur en effet — pour sauver son accent éthiquement non pertinent sur les coefficients de Gini et surtout sur la consommation honteuse des très riches.

— \* —  
— \*\* —

Certains pays ont adopté l’éthique Frankfortienne de l’« assez » avec un certain succès pour leurs pauvres. « Un grand succès », je dirais, et beaucoup plus que ce que d’autres systèmes ont permis. Je ne dis pas « un complet succès », ou « autant que chaque personne honorable souhaiterait ». Mais le contraste entre la condition de la classe ouvrière fièrement « capitaliste » aux États-Unis et dans les pays ouvertement sociaux démocrates comme les Pays-Bas ou la Suède n’est pas très grand en fait, malgré ce que vous avez entendu parler des journalistes et des politiciens qui se ne sont pas penchés sur les statistiques réelles, ou n’ont pas vécu dans plusieurs pays et pensent que la moitié de la population américaine se compose de pauvres urbains afro-américains. Le filet de sécurité sociale est en pratique assez semblable parmi les pays riches.

Mais le filet de sécurité, avec ou sans trous, n’est pas l’ascenseur principal pour les pauvres aux États-Unis, Pays-Bas, Japon, Suède ou les autres. L’ascenseur principal est le *Grand Enrichissement*. Boudreaux a noté qu’un homme, littéralement milliardaire, qui participait à l’un de ses séminaires n’avait pas l’air très différent d’un étudiant diplômé « pauvre » donnant un papier sur les coefficients de Gini. En ce qui concerne la plupart des éléments essentiels de la vie, presque chaque américain est si bien pourvu que M. Bucks [son pseudonyme pour le milliardaire]. Si les différences de richesse entre les milliardaires et les

Américains ordinaires sont à peine visibles dans les aspects les plus courants de la vie quotidienne, alors souffrir de détresse à cause d'un coefficient de Gini, c'est imprudemment élever une abstraction éthérée au-delà de la réalité palpable (Boudreaux, 2004). M. Bucks a sans doute plus de maisons et plus de Rolls-Royce que l'étudiant-e diplômé-e. On peut se poser, cependant, la question coquine mais toujours pertinente : alors quoi ?

Le problème le plus fondamental du livre de Piketty, alors, est que l'événement principal des deux derniers siècles n'est pas la seconde phase, la distribution du revenu sur lequel il se concentre, mais son premier instant, le Grand Enrichissement de l'individu moyen sur la planète par un facteur de 10 et dans les pays riches par un facteur de 30 ou plus. Le monde grandement enrichi ne peut s'expliquer par l'accumulation du capital — comme au contraire certain économistes l'ont fait valoir d'Adam Smith à Karl Marx et jusqu'à Thomas Piketty, et comme le nom même de « capitalisme » implique. Nos richesses ne se sont pas construites en empilant brique à brique, licence sur licence, solde bancaire sur solde bancaire, mais en empilant idées sur idées. Les briques, les baccalauréats et les soldes bancaires — les accumulations de capital — bien sûr étaient nécessaires, comme l'était la force de travail et l'existence d'eau liquide. L'oxygène est nécessaire pour le feu. Mais ce serait faire preuve d'obscurantisme que d'expliquer l'incendie de Chicago du 8 au 10 octobre 1871 par la présence d'oxygène dans l'atmosphère terrestre. Mieux : une longue sécheresse, les édifices en bois de la ville, un fort vent de sud-ouest et la vache de Mme O'Leary.

Le monde moderne ne peut s'expliquer par l'empilement routinier de briques, comme le commerce de l'océan Indien, le système bancaire anglais, le taux d'épargne Britannique, la traite négrière transatlantique, le mouvement de l'enclosure et l'exploitation des travailleurs dans les usines sataniques ou l'accumulation initiale de capital dans les villes européennes, qu'ils soit physique ou humain (voir McCloskey 2010). Ces routines sont trop ordinaires dans l'histoire mondiale et trop faible en punch quantitatif pour expliquer l'enrichissement de dix ou trente ou 100 fois - par personne unique au cours des deux derniers siècles. Ce furent des idées, pas des briques. Les idées ont été émises pour la première fois par de nouvelles libertés et dignités, de l'idéologie connue des Européens sous le terme de « libéralisme ». Le monde moderne n'est pas dû au « capitalisme », qui est omniprésente et ancien — contrairement au libéralisme qui, en 1776, était révolutionnaire. Le Grand Enrichissement, de 1800 à nos jours, l'événement laïque le plus surprenant dans l'histoire, s'explique plutôt par l'amélioration des idées, jaillies du libéralisme.

Examinons à la lumière du *Grand Enrichissement* une des suggestions pour la politique préférées de Piketty et de la gauche. Taxer les riches pour aider les pauvres semble en première approche, une belle idée. Quand une enfant bourgeoise réalise tout d'abord combien très pauvres sont les enfants dans d'autres quartiers, elle souhaite naturellement ouvrir son sac à main, ou encore mieux le portefeuille de papa. C'est à cet âge-là — 16 ou plus — que nous formons nos identités politiques que, à l'instar des fidélités à nos équipes de football, nous révisons ensuite rarement malgré les preuves ultérieures contraire. Nos familles, après tout, sont un peu des économies socialistes, avec notre Mère en tant que planificateur central. Nous devons refaire la société, propose l'adolescent généreux, comme une grande famille de 315 millions de personnes. Sûrement la refonte permettra de résoudre le problème de la pauvreté, en élevant les pauvres en grandes quantités, telles que les 20 ou 30 % du revenu volé par les patrons.

Dans une ancienne société d'esclaves, l'enfant esclavagiste ne souffrait nullement d'une telle culpabilité, parce que les pauvres étaient très différentes d'elle-même. Mais une fois que le caractère naturel de la hiérarchie ait été remis en question, comme ce le fut au XVIIIe siècle en Europe du Nord-Ouest et au XIXe siècle de manière plus générale, il semble évident d'adopter le socialisme. Vous ne pouvez servir Dieu et Mammon (« Mammon » est le mot araméen pour « argent »).

L'égalité d'un foyer est naturelle, avec une seule source de revenu — le père ou, dernièrement, la mère — et une tâche de « distribution » du produit. Papa pourrait bien obtenir plus de nourriture si il est un piqueur dans une mine de charbon et a besoin de calories supplémentaires pour résister à un tour de dix heures face au charbon, mais sinon la distribution est naturellement et sur le plan éthique, égale. L'égalité est naturelle dans un foyer. La devise suédoise, à partir des années 1920, *folkhemmet*, a été « le foyer national ».

Mais une nation n'est pas un foyer. Dans la *Grande Société* — comme Hayek, précédant le Président Johnson, l'appelait, marquant le contraste entre une grande société et un petit groupe ou une famille — la source de revenu n'est pas le paquet salarial du père mais la myriade des échanges spécialisés entre inconnus que nous faisons tous les jours. L'égalité de « répartition » n'est pas naturelle dans une telle société, de 9 millions en Suède, et certainement pas dans une de 315 millions d'individus aux États-Unis.

Et, à certains égards importants, même l'égalité de style Français est améliorée par une éthique des marchés. Le libre accès érode les monopoles qui, dans les sociétés traditionnelles, conserve la richesse d'une tribu au détriment des autres. Un marché du travail érode les écarts entre tous les travailleurs également productifs, par exemple dans l'industrie des textiles de coton, ou en vérité entre d'une part un professeur qui enseigne avec le même maigre équipement dont Socrate disposait — une place pour dessiner des diagrammes, un tronçon de sable à Athènes, en Grèce ou un tableau blanc à Athènes, en Géorgie et une foule d'étudiants — et d'autre part un travail de pilote de ligne disposant des plus beaux fruits de notre civilisation technologique. Le pilote a produit des milliers de fois plus de valeur de services de voyages par heure qu'un timonier grec en 400 avant notre ère. Le professeur produit, s'il est exceptionnellement chanceux, le même éveil à la perspicacité par heure d'étudiant que Socrate. Mais l'égalité de la productivité physique n'est pas importante dans une Grande Société libre, commerciale et mobile. Ce qui importe, c'est la possibilité de prendre ou de quitter une profession. Le professeur pourrait à long terme devenir pilote de ligne et le pilote, un professeur, ce qui est suffisant pour donner aux travailleurs, même aux professeurs qui n'ont pas augmenté leur productivité au cours des 2'500 dernières années une part égale des plus beaux fruits.

Ayant pris acte de ce résultat très égalitaire d'une société de type « *accroissement du bien-être testé par le marché* », cependant, qu'en est-il de la « répartition » ultérieure de ses fruits ? Pourquoi ne devrions-nous pas — *on pourrait se demander qui est ce « nous » ?* — saisir les revenus élevés du professeur et du pilote de ligne et de l'héritière de la fortune de l'Oréal et les distribuer aux éboueurs et nettoyeurs ? La réponse est que, ce que gagnent les gens, n'est pas simplement une taxe arbitraire imposée au reste d'entre nous. C'est ce qui serait une inégalité dans le petit socialisme de ménage, Cendrillon reçoit moins à manger que ses sœurs laides par simple malveillance.

Les revenus, cependant, sont le résultat d'une division du travail étonnamment compliquée, et même en grande partie spontanée et non planifiée, dont l'évolution ultérieure est déterminée par les différentiels — le profit dans le commerce ou dans la profession. Si les médecins gagnent 10 fois plus que les nettoyeurs, le reste de la société, qui choisit de payer volontairement les médecins et les nettoyeurs dit : « Si les nettoyeurs pouvaient devenir médecins, en examinant la situation à long terme, il faudrait en inciter un grand nombre faire la médecine ».

Si nous réduisions la Grande Société à une famille en taxant les riches, nous détruirions ce signal. Les gens se promèneraient entre les services de nettoyage et ceux de la médecine, sans ces signaux sur la valeur que les gens sont prêts à payer la prochaine heure de leurs services. Ni la médecine, ni le nettoyage ne seraient bien faits. La Grande Société deviendrait alors une société spécialisée d'un ménage, et si elle était constituée de 315 millions de personnes, elle deviendrait lamentablement égale et perdrait le gain énorme de la spécialisation et l'ingéniosité accumulée qui sont transmis par la formation à une industrie donnée et par des robots régulièrement améliorés (tous les outils, notez, sont des robots) fourni à chacun, comme les pistolets à clous et les ordinateurs qui rendent les maîtres charpentiers et les maîtres enseignants des écoles, les mieux à même à offrir des maisons et de la formation à d'autres.

La redistribution, bien qu'apaisant la culpabilité bourgeoise, n'a pas été la principale subsistance des pauvres. L'arithmétique sociale montre pourquoi. Si tous les bénéfices de l'économie américaine étaient immédiatement remis aux travailleurs, ceux-ci, (y compris certains "travailleurs" étonnamment très bien payés, comme les sportifs et les étoiles de la chanson et les PDG des grandes entreprises) gagneraient environ 20 % de plus à l'heure actuelle. Mais une fois seulement. Une expropriation ne déclencherait pas une augmentation de 20 % du revenu chaque année et pour toujours, mais simplement une unique fois, puisqu'on ne peut pas exproprier la même personne année après année et s'attendre à ce qu'elle revienne avec les mêmes sommes prêtes à être expropriées encore et encore. Une expropriation unique augmenterait peut-être les revenus de 20 %, mais ensuite le revenu retournerait au niveau précédent— ou mieux (si les bénéfices pouvaient simplement être prélevés par l'État sans, par miracle, que cela n'endommage leur niveau, pour être ensuite distribué au reste d'entre nous, par des bureaucrates sanctifiés, n'ayant pas les doigts collants ou des amis à favoriser) — augmenterait au même taux de croissance que ce que l'économie connaissait auparavant. Ceci, en supposant artificiellement et contrairement aux preuves fournies par les expériences communistes comme celle de la ville de New Harmony, Indiana, jusqu'à celle de la Russie staliniste, que l'expropriation des revenus du capital ne réduirait pas le taux de croissance du gâteau).

Ou, pour parler d'expropriation par la loi, l'imposition, par une loi du Congrès des États-Unis, d'un salaire équivalent à dix heures pour huit heures de travail effectif, dans le but, encore une fois, d'augmenter les revenus de cet partie de la classe ouvrière qui a obtenu cet avantage, une fois, de 25 %. Il le ferait, dans le premier acte, en vertu de la même supposition, contre nature, que le gâteau n'en serait pas réduit, alors que les gestionnaires et entrepreneurs délaisseraient cette activité désormais non rentable. La redistribution sonne comme une bonne idée, à moins que vous ne réfléchissiez, qu'à de tels taux, les patrons seraient moins disposés à employer des gens en premier abord et, de toute façon, ceux qui ne

l'auraient pas obtenu (les travailleurs agricoles, par exemple) trouverait leur revenu réel réduit, pas augmenté.

Voici donc une autre idée pour des transferts de revenu: Si nous écrémions l'alarmante part élevée des revenus gagnés aux États-Unis par les 1 pour cent au sommet, qui a été en 2010 d'environ 22 pour cent du revenu national et la redonnions au reste d'entre nous, nous, en tant que Le Reste, gagnerions 22/99 de plus, ou un tout petit peu moins que 22 %. Ou disons le encore d'une autre façon.

Supposons que les profits soient autorisés à être gagné par ceux qui dirigent l'économie, par le propriétaire du petit dépanneur de votre quartier comme par les malfaiteurs de grande richesse. Mais supposons que les bénéficiaires de ces profits, grâce à un Évangile de la Richesse, et suivant l'enseignement social catholique, décidaient d'eux-mêmes de même vivre modestement et puis de donner tous leurs excédents aux pauvres. L'économiste David Colander a déclaré que « un monde dans lequel tous les individus riches [...] [croiraient] qu'il est du devoir de chacun de donner la majorité de ses richesses avant de mourir serait tout à fait différent de [...] notre monde "( Colander 2013, xi). Mais attendez. La totalité des 20 % augmenterait les revenus du reste — beaucoup d'entre eux, professeurs d'université au bénéfice de bourses Guggenheim ou des gars doucement de gauche folk bénéficiaires du prix Macarthur « aux génies »— mais d'une magnitude sans rapport avec la taille des fruits de la croissance économique moderne. Et en plus, ce calcul suppose que tous les profits iraient aux « riches particuliers ».

Le point est que 20, 22 et 25 % ne sont pas du même ordre de grandeur que le Grand Enrichissement, qui à son tour n'avait rien, d'un point de vue historique, à voir avec ces redistributions ou contributions bénévoles. Le point est que la redistribution non-récurrente est de deux ordres de grandeur plus petite pour l'aide aux pauvres que les 2'900% d'Enrichissement qu'une plus grande productivité a permis depuis 1800. Historiquement parlant, ces 25 % sont à comparer à une hausse des salaires réels 1800 à nos jours d'un facteur de 10 ou 30, c'est à dire 900 ou 2'900 %. Les très pauvres, en d'autres termes, ne sont que guère mieux lotis en expropriant l'expropriant ou en les persuadant de donner tout leur argent aux pauvres et « suivez-Moi », mais beaucoup mieux lotis en venant vivre dans une économie radicalement plus productive.

Si nous voulons améliorer le sort de ceux qui ne sont pas chefs ou celui des pauvres de manière significative, 2'900 % bat largement 20 à 25 % chaque fois. L'accent du Président Mao mis sur la lutte des classes a gâté ce que sa révolution chinoise avait acquis. Quand ses héritiers se sont déplacés en 1978 en direction de la « modernisation socialiste » (par inadvertance), ils ont adoptés «l'accroissement du bien-être testé par le marché» et atteint en trente ans une hausse du revenu réel par personne en Chine d'un facteur 20— pas 20 % mais 1'900 %.<sup>8</sup> La devise anti-égalisation de Deng Xiaoping était « Que certaines personnes s'enrichissent en premier ».

C'est le marché des Bourgeois: « Vous m'accordez, à moi un entrepreneur bourgeois, la liberté et la dignité d'essayer mes projets dans un marché volontaire et je pourrai garder mes profits, si j'en obtiens, dans un premier temps — bien que j'accepte, à contrecœur, que d'autres soient en compétition avec moi dans un second temps. En échange, dans le troisième acte d'un nouveau drame à somme positive, l'amélioration bourgeoise que j'aurai fournie

---

<sup>8</sup> En 1978, voir Coase et Wang 2013, 37.

(ainsi que ces concurrents embêtants, de mauvaise qualité, et gâte-prix) vous rendra tous riches". Et ça s'est fait. Contrairement à la Chine qui croit de plus de 10 % par an et à l'Inde, de 7%, les autres BRIICS du Brésil, Russie, Indonésie, à l'Afrique du Sud se sont cramponnés aux idées anti-néo-libérales telles que l'autosuffisance à l'Argentine et le syndicalisme britannique des années 1960 et les lois du travail allemandes des années 1990, une mauvaise compréhension de la croissance basée sur l'exportation de la Corée. En effet, la littérature sur le « piège du revenu intermédiaire », qui parle en particulier du Brésil et de l'Afrique du Sud, repose sur l'idée mercantiliste que la croissance repose sur les exportations, qui sont censées passer un moment plus difficile lorsque les salaires augmentent de plus en plus (voir McCloskey 2006c). Les politiques visant à l'encourager l'exportation de ceci ou de cela dépendent, c'est certain, du refus de l'avantage comparatif et, en tout cas, se concentrent sur les références externes quand ce qui importe surtout pour le revenu des pauvres est l'efficacité à l'intérieur. Donc les pays à revenu intermédiaire qui, par leur législation, ni les lois du marché, par exemple en ralentissant l'entrée de nouveaux acteurs économiques et en régulant de manière onéreuse les entreprises existantes depuis longtemps, glisser le long d'une ligne de croissance de moins de 3 % par an et par personne, — une croissance au cours de laquelle un simple doublement prend un quart de siècle et un quadruplement plus de cinquante ans. Une croissance lente suscite la jalousie, comme l'économiste Benjamin Friedman (2005) l'a fait valoir, et l'envie débouche sur le populisme, ce qui entraîne à son tour une croissance lente. C'est le véritable « piège du revenu intermédiaire ». En sortir nécessite d'accepter, comme les Pays-Bas l'ont fait au XVI<sup>e</sup> siècle et la Grande-Bretagne au XVIII<sup>e</sup> et comme la Chine et l'Inde l'ont fait à la fin du XX<sup>e</sup> siècle, le *Deal Bourgeois*.

— \* —  
\*\*

Autrement dit, en supposant que notre but commun à la gauche comme à la droite est d'aider les pauvres, suivant en cela l'éthique qu'on peut certainement attendre de chacun, le plaidoyer, par les savants cadres de la gauche, en faveur de l'égalisation des restrictions, de la redistribution et des réglementations, peut être considéré au mieux comme irréfléchi. Peut-être même, compte tenu de ce que les historiens économiques savent maintenant du *Grand Enrichissement*, mais que l'intelligentsia de gauche et bon nombre de droite, refusent obstinément d'apprendre, on devrait même pouvoir la considérer comme contraire à l'éthique. L'intelligentsia de gauche, des gens comme Tony Judt ou Paul Krugman ou Thomas Piketty, qui sont eux-mêmes tout à fait certain qu'ils empruntent la haute route de l'éthique contre l'égoïsme méchant des conservateurs britanniques ou républicains des États-Unis ou de l'UMP, pourraient, sur la base de telles preuves, également considérer cette éthique comme douteuse. Ils sont obsédés par leur capacité d'agir d'abord, qui ne peut guère aider les pauvres, mais qui s'est souvent révélée comme pouvant leur causer des dommages, et sont obsédés par l'envie coléreuse à l'égard de la consommation de riches désobligeants — dont ils sont personnellement souvent eux-mêmes des exemples — et donc l'arrêt ferait très peu de choses pour améliorer la situation des pauvres. Ils sont très désireux d'étouffer par le biais de la taxation des riches, les *Améliorations éprouvées sur le Marché* qui à long terme ont énormément aidé le reste d'entre nous.

La productivité de l'économie était très, très faible en 1900 et en 1800 encore plus basse. Ce n'est qu'en rendant l'économie beaucoup, beaucoup plus productive qu'on allait pouvoir sérieusement améliorer le bien-être de la majeure partie du peuple et surtout celui des plus

pauvres d'entre eux. La part allant aux travailleurs a été à peu près constante (sauf à un moment, au cours du XIXe et au début du XXe siècle, où la part du produit du travail à augmenté parce que les rentes tirées des terres, alors un tiers du revenu national même en Grande-Bretagne, a vu sa part chuter). Comme certains économistes comme l'américain J. B. Clark, ou le suédois Knut Wicksell l'ont dit vers la fin du XIXe siècle, cette part était déterminée par la productivité marginale des travailleurs. Ainsi, selon l'argument des économistes, même les travailleurs les plus pauvres pouvaient s'attendre à partager l'augmentation de la productivité — par ces facteurs 10, 30 ou 100. Et ils l'ont fait. Les descendants des affreusement pauvres des années 1930, par exemple, ont beaucoup mieux vécu que leurs ancêtres.

La destruction créatrice radicale a permis l'entassement des idées, telles que les chemins de fer détruisant créativement la marche à pied et les diligences ou l'électricité détruisant créativement l'éclairage au kérosène et le lavage à la main des vêtements, ou des universités détruisant créativement l'ignorance littéraire et une faible productivité dans l'agriculture. Le **Grand Enrichissement** — dans un troisième acte — n'a pas nécessité l'accumulation de capital ou l'exploitation des travailleurs mais le « Deal Bourgeois ».

La gauche explique l'incapacité des travailleurs eux-mêmes à saisir le dogme de l'extrême-gauche que tout emploi est exploitation en disant que les travailleurs sont sous l'emprise d'une conscience erronée (voir Lemert 2012, 21). Si le Deal Bourgeois est censé, cependant, l'erreur dans la prise de conscience ne peut pas être attribuée aux travailleurs malheureusement égarés mais bien plutôt à l'intelligentsia de gauche, et la politique est inversée. Travailleurs de tous les pays unissez-vous : exigez des progrès éprouvés par le marché sous un régime de propriété privée et générateurs de bénéfices. Encore mieux, devenez bourgeois, comme des groupes importants de travailleurs dans les pays riches croient effectivement qu'ils le sont devenu, approchant même les 100 % aux États-Unis, mesurés par l'auto-identification comme faisant parti de la « classe moyenne ». Il semblerait alors pour le moins étrange d'appeler « fausse » une conscience qui a amélioré le revenu des travailleurs pauvres en termes réels d'un facteur 30, de 1800 à nos jours, mesuré avec prudence.

Si les travailleurs ont été « abusés » en acceptant l'offre bourgeoise, alors cette manière d'être dupe mérite une double acclamation et demie — la déduction de la moitié d'une acclamation parce qu'il n'est pas digne d'être « berné » par quoi que ce soit. Deux Bravo et demi pour la nouvelle domination, depuis 1800, de l'idéologie bourgeoise et l'acceptation de la propagation de l'idée du Deal Bourgeois.

À l'avant-dernière page de son livre, Piketty écrit : « Il est possible et même indispensable, d'avoir une approche qui soit à la fois économique et politique, sociale et culturelle et s'occupant des salaires et de la richesse ». On ne peut qu'être d'accord. Mais il ne l'a pas réussi. Quand il se tourne vers les questions culturelles, c'est pour utiliser principalement naïvement quelques références aux romans qu'il a lu superficiellement, pour lesquelles, sur la gauche, il a été félicité de manière embarrassante (Skwire et Horowitz 2014). Son thème social est une éthique étroite de l'envie. Sa politique suppose que les gouvernements peuvent faire tout ce qu'ils se proposent de faire. Et son économie est défectueuse de bout en bout. C'est un livre courageux. Mais il se trompe.



## REFERENCES

- Aristote. *Politics*. Traduction anglaise. Benjamin Jowett.  
<https://ebooks.adelaide.edu.au/a/aristotle/a8po/book1.html> (accessed Oct-2014).  
Voir aussi en français : [http://www.documentacatholicaomnia.eu/03d/-384\\_-322\\_Aristoteles\\_Politique\\_FR.pdf](http://www.documentacatholicaomnia.eu/03d/-384_-322_Aristoteles_Politique_FR.pdf) (accédé mars 2015)
- Baran, Paul, and Paul Sweezy. 1966. *Monopoly capital: an essay on the American economic and social order*. New York: Monthly Review Press.
- Barreca, Alan, Karen Clay, Olivier Deschenes, Michael Greenstone, and Joseph S. Shapiro. 2013. *Adapting to climate change: the remarkable decline in the U.S. temperature-mortality relationship over the 20th century*. NBER Working Paper No. 18692. National Bureau of Economic Research, Cambridge, MA.
- Bastiat, Frédéric. 1996 [1845]. *Economic sophisms* [Traduction anglaise Arthur Goddard]. Irvington-on-Hudson (NY): Foundation for Economic Education. Voir aussi *Sophismes économiques*. Numérisé par unmondelibre.org.  
[http://www.libreafrique.org/pdf/Bastiat\\_Sophismes\\_economiques.pdf](http://www.libreafrique.org/pdf/Bastiat_Sophismes_economiques.pdf) (accédé mars 2015)
- Boudreaux, Donald. 2004. *Can you spot the billionaire?* The Freeman, January 1.  
Boudreaux, Donald. 2014. The consumption gap between the rich and the rest of us. Voir aussi <http://fee.org/freeman/detail/can-you-spot-the-billionaire> (accédé mars 2015) Blog in Café Hayek, January 21, <http://cafehayek.com/2014/01/the-consumption-gap-between-the-rich-and-the-rest-of-us.html> (accédé mars 2015).
- Boudreaux, Donald, and Mark Perry. 2013. *The myth of a stagnant middle class*. Wall Street Journal, January 23.
- Brennan, Geoffrey, Gordon Menzies, and Michael Munger. 2014. *A brief history of equality*. Working Paper No. 17, Economics Discipline Group, University of Technology Sydney Business School, Sidney.  
[http://www.uts.edu.au/sites/default/files/edg\\_wp17.pdf](http://www.uts.edu.au/sites/default/files/edg_wp17.pdf) (accessed October 2014).
- Carnegie, Andrew. 1889. *Wealth*. North American Review, (1891): June.  
<http://www.swarthmore.edu/SocSci/rbannis1/AIH19th/Carnegie.html> (accessed November 2014).
- Clapham, J. H. 1922. *Of empty economic boxes*. Economic Journal, 32 (127): 305-314. Clark, John Bates. 1901. The society of the future. The Independent, 53 (July 18): 1649-1651. Reprinted in *Democracy and the gospel of wealth* [1949], ed. Gail Kennedy.  
Boston: Heath, *Problems in American Civilization*, 77-80.
- Coase, Ronald, and Ning Wang. 2013. *How China became capitalist*. Basingstoke (UK): Palgrave-Macmillan.
- Colander, David. 2013. *Introduction. To Gino Barbieri. 1940. Decline and economic ideals in Italy in the early modern era* [Gli economici degli Italiani all'inizio dell'era moderna] [2013], traducteurs S. Noto, and Marian Christina Gatti. Firenze: Leo S. Olschki Editore.
- Deaton, Angus. 2013. *The great escape: health, wealth, and the origins of inequality*. Princeton: Princeton University Press.

- Easterly, William. 2001. *The elusive quest for growth: economists' adventures and misadventures in the tropics*. Cambridge: MIT Press.
- Ehrlich, Paul R. 1968. *The population bomb*. New York: Ballantine Books. Cited as "Revised" in reprint of 1975 by Jackson Heights, New York: Rivercity Press.
- Ellenberg, Jordan. 2014. *And the summer's most unread book is...* *Wall Street Journal*, July 3.
- Fisher, R. A. 1925. *Statistical methods for research workers*. Edinburgh: Oliver & Boyd.
- Fogel, Robert William. 1999. *The fourth great awakening and the future of egalitarianism*. Chicago: University of Chicago Press.
- Fogel, Robert William. 2004. *The escape from hunger and premature death 1700-2100*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Frankfurt, Harry. 1987. *Equality as a moral ideal*. *Ethics*, 98 (1): 21-43.
- Friedman, Benjamin M. 2005. *The moral consequences of economic growth*. New York: Knopf.
- Gazeley, Ian, and Andrew Newell. 2010. *The end of destitution: evidence from British working households 1904-1937*. Economics Department Working Paper Series 2-2010. University of Sussex, UK.
- Harberger, Arnold C. 1954. *Monopoly and resource allocation*. *American Economic Review*, 44 (2): 77-87.
- Hayek, Friedrich A. 1973. *Law, legislation, and liberty, vol. 1: rules and order*. Chicago: University of Chicago Press.
- Hobsbawm, Eric. 2002. *Interesting times: a 20th-century life*. London: Allen Lane.
- Horwitz, Steven. 2013. *Inequality, mobility, and being poor in America*. Unpublished paper, Department of Economics, St. Lawrence University, presented to conference on "Equality and Public Policy", Ohio University, Athens, OH, November 14-16, 2013.
- Ibsen, Henrik. 1878. *A doll house*. In *Ibsen: The complete major prose and plays [1965]*, editor and translator: R. Fjelde. New York: Penguin, 123-196.
- Isaacs, Julia B. 2007. *Economic mobility of families across generations*. The Brookings Institution. [www.brookings.edu/research/papers/2007/11/generations-isaacs](http://www.brookings.edu/research/papers/2007/11/generations-isaacs) (accessed November 2014).
- Judt, Tony. 2010. *Ill fares the land*. London: Penguin.
- Kirzner, Israel. 1979. *Perception, opportunity and profit*. Chicago: University of Chicago Press.
- Klinenberg, Eric. 2002. *Heat wave: a social autopsy of disaster in Chicago*. Chicago: University of Chicago Press.
- Lemert, Charles. 2012. *Social things: an introduction to the sociological life [5th ed.]*. Lanham (MD): Rowman & Littlefield.
- Margo, Robert A. 1993. *What is the key to black progress? In Second thoughts: myths and morals of U.S. economic history*, ed. Deirdre N. McCloskey. New York and Oxford: Oxford University Press, 65-69.
- McCloskey, Deirdre N. 2006a. *The bourgeois virtues: ethics for an age of commerce*. Chicago: University of Chicago Press.

- McCloskey, Deirdre N. 2006b. *A solution to the alleged inconsistency in the neoclassical theory of markets: reply to Guerrien's reply [2006]*. *Post-Autistic Economics Review*, 39 (1): 48-50.
- McCloskey, Deirdre N. 2006c. *Keukentafel economics and the history of British imperialism*. *South African Economic History Review*, 21 (1-2): 171-176.
- McCloskey, Deirdre N. 2010. *Bourgeois dignity: why economics can't explain the modern world*. Chicago: University of Chicago Press.
- McCloskey, Deirdre N. Forthcoming (2015). *Bourgeois equality: how betterment became ethical, 1600-1848, and then suspect*. Chicago: University of Chicago Press.
- Milanovic, Branko, Peter H. Lindert, and Jeffrey G. Williamson. 2011. Pre-industrial inequality. *Economic Journal*, 121 (551): 255-272.
- Mueller, John. 1999. *Capitalism, democracy, and Ralph's pretty good grocery*. Princeton: Princeton University Press.
- Nordhaus, William D. 2004. *Schumpeterian in the American economy: theory and measurement*. NBER Working Paper W10433. National Bureau of Economic Research, Cambridge, MA.
- Peart, Sandra J., and David M. Levy (eds.). 2008. *The street porter and the philosopher: conversations on analytical egalitarianism*. Ann Arbor: University of Michigan Press.
- Piketty, Thomas. 2014 [2013]. *Capital in the twenty-first century*. Traduction anglaise Arthur Goldhammer. Cambridge: Harvard University Press. Original French edition: Éditions du Seuil, 2013.
- Reich, Robert. 2014. *How to shrink inequality*. *The Nation*, May 6.
- Ridley, Matt. 2014. *The poor are getting less poor*. *Matt Ridley Online*. June 05, 2014. <http://www.rationaloptimist.com/blog/inequality-is-falling,-globally.aspx> (accédé mars 2015).
- Sala-i-Martin, Xavier, and Maxim Pinkovskiy. 2010. *Parametric estimations of the world distribution of income*. *VOX* 22 January 2010. <http://www.voxeu.org/article/parametric-estimations-world-distribution-income> (accédé mars 2015).
- Sala-i-Martin, Xavier. 2006. *The world's distribution of income: falling poverty and convergence*. *Quarterly Journal of Economics*, 121 (2): 351-397.
- Saunders, Peter. 2013. *Researching poverty: methods, results, and impact*. *Economic and Labour Relations Review*, 24 (2): 205-218.
- Skwire, Sarah, and Steven Horwitz. 2014. *Thomas Piketty's literary offenses*. *The Freeman*, September 11. Voir aussi <http://fee.org/freeman/detail/thomas-pikettrys-literary-offenses> (accédé mars 2015)
- Smith, Adam. 1776. *An inquiry into the nature and causes of the wealth of nations* [Glasgow edition]. Campbell, Skinner, and Todd, eds. 2 vols. [1976, 1981]. Indianapolis: Liberty Classics.
- Trollope, Anthony. 1867-1868. *Phineas Finn: the Irish member*. In *Palliser novels* [1982], ed. Jacques Bertoud. Oxford: Oxford University Press.

- Tullock, Gordon. 1967. *The welfare costs of tariffs, monopolies, and theft*. *Western Economic Journal*, 5 (3): 224-232.
- Waterman, Anthony M. C. 2012. *Adam Smith and Malthus on high wages*. *European Journal of the History of Economic Thought*, 19 (3): 409-429.
- Whitford, David. 2005. *The most famous story we never told*. *Fortune*, September 19. Voir aussi [http://archive.fortune.com/magazines/fortune/fortune\\_archive/2005/09/19/8272885/index.htm](http://archive.fortune.com/magazines/fortune/fortune_archive/2005/09/19/8272885/index.htm). (accédé mars 2015)
- Williamson, Jeffrey G., and Peter H. Lindert. 1980. *American inequality: a macroeconomic history*. New York: Academic Press.

Deirdre Nansen McCloskey is distinguished professor of economics and of history at the University of Illinois at Chicago and 2014 fellow of the Institute for Advanced Sustainability Studies (IASS), Potsdam, Germany.

Contact e-mail: <deirdre2@uic.edu>